

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204168]

**23 MAI 2013. — Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative**

Vu la Constitution belge telle que coordonnée le 17 février 1994, les articles 121 à 133 et 134 à 140;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 92bis;

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

Vu l'accord de coopération entre les administrations fédérales, régionales et communautaires afin d'harmoniser et aligner les initiatives visant à réaliser un e-gouvernement intégré;

Vu l'accord de coopération du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française organisant un service commun en matière de simplification administrative et d'administration électronique dénommé e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé;

Considérant que la simplification administrative se définit comme l'ensemble des démarches destinées à faciliter et simplifier les formalités administratives qu'un usager est tenu d'exécuter en vue de satisfaire aux règles imposées par les autorités;

Que l'e-gouvernement est, quant à lui, défini comme l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) par les administrations afin d'améliorer les services publics et les processus démocratiques, et de renforcer le soutien des politiques publiques;

Considérant que la simplification des démarches au bénéfice de l'utilisateur s'impose comme une obligation car, contrairement au secteur privé, l'utilisateur qui est en relation avec l'administration n'a pas le choix du prestataire, mais aussi parce que le contexte international, notamment européen, plaide pour une diminution des charges administratives;

Que des services publics plus efficaces et productifs sont une nécessité dans le contexte économique actuel, en particulier pour les entreprises mais également pour les autres usagers : des démarches et des services simplifiés déchargent les usagers de toute une série de modalités improductives et de lourdeurs administratives qui pèsent sur leur activité et qui les pénalisent dans leur action;

Qu'enfin, la simplification des démarches au bénéfice de l'utilisateur s'impose comme une opportunité car elle fournit aux administrations une occasion de repenser leurs modes opératoires en assurant leurs missions en phase avec les besoins réels des usagers;

Considérant que l'objectif prioritaire est de parvenir à réduire les charges administratives pour l'utilisateur, tout en veillant à éviter le transfert de ces charges vers l'Administration;

Considérant que les actions menées en matière de simplification administrative et d'e-gouvernement dépassent les délimitations institutionnelles imposées par la structure fédérale belge;

Que tant la Région wallonne que la Communauté française ont fait de la simplification administrative et de l'e-gouvernement un enjeu essentiel et ont inscrit leurs actions dans ces domaines dans la durée, prenant pleinement en compte les enjeux de réduction des tâches administratives tels qu'ils ont été définis notamment au niveau européen;

Considérant que la demande de simplification est d'autant plus justifiée qu'une grande partie des informations réclamées sont détenues par les administrations elles-mêmes;

Qu'ainsi, une part du contenu d'un dossier administratif évoque des données déjà disponibles par ailleurs au sein de l'Administration en général;

Que ce qui peut apparaître comme un paradoxe à première vue ne l'est plus quand on considère le cloisonnement de l'information entre services de niveaux de pouvoirs différents (fédéral, régional, communal, etc.) ou même au sein d'un même niveau de pouvoir;

Considérant que l'objectif est, à terme, que les administrations ne collectent plus des données qu'elles possèdent déjà ou qu'une autre administration ou une banque de données détient et que de leur côté, les usagers ne devraient plus être sollicités que pour les données non disponibles par ailleurs;

Qu'une application concrète de ce principe est déjà d'actualité pour les entreprises dans le cadre des marchés publics, l'administration s'en chargeant dans la phase de sélection qualitative de la procédure de passation du marché;

Considérant que le Plan d'action e-gouvernement 2011-2015 de la Commission européenne prévoit que "les actions envisagées devraient aider les Etats membres à supprimer les charges administratives inutiles. Il est possible d'y parvenir, par exemple en veillant à ce que les pouvoirs publics utilisent intelligemment les informations personnelles disponibles et en appliquant le principe de l'enregistrement 'une fois pour toutes' des données, en vertu duquel les informations exigées des particuliers ne sont recueillies qu'une seule fois, à condition que les exigences de protection des données et de la vie privée soient satisfaites";

Que l'accord de coopération du 28 septembre 2006 entre l'État fédéral, les Communautés flamande, française et germanophone, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-capitale, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune concernant les principes pour un e-gouvernement intégré et la construction, l'utilisation et la gestion de développements et de services d'un e-gouvernement intégré (ICEG) précise que :

"Les Parties reconnaissent que l'échange actif d'informations, l'utilisation de sources authentiques et la collecte unique des données mises à la disposition de l'ensemble des autorités et services publics constituent un élément clé des processus et applications d'un e-gouvernement intégré.

Cela signifie notamment qu'au sein de chaque administration, il faut déterminer quelles données ou catégories de données sont enregistrées et mises à jour par quel service public dans leur forme authentique, et ce, le plus possible en concertation et en tenant compte des besoins de tous les autres services publics. Ce système doit ainsi permettre aux autres services publics qui ont besoin de ces données authentiques de déterminer dans quel service public ils peuvent les trouver, de ne les conserver que le temps nécessaire à l'exécution de leurs missions, et de ne pas devoir se soucier de la tenue à jour de l'historique de ces données.

Chaque Partie au présent accord de coopération reste cependant responsable de la gestion des données pour lesquelles elle est compétente en vertu d'une disposition légale ou réglementaire. (...)

Les Parties s'engagent toujours à prendre les mesures organisationnelles, techniques et administratives nécessaires pour assurer l'intégrité, la sécurisation et la confidentialité des informations et des données de quelque nature qu'elles soient dont elles prennent connaissance à la suite de la prise d'actions communes. Les Parties garantissent toujours le respect des lois, règlements et directives en matière de protection de la vie privée.";

Considérant qu'en 2008, les propositions d'actions contenues dans l'étude de l'OCDE sur l'administration électronique en Belgique suggèrent notamment que « les autorités gouvernementales belges devraient songer à renforcer les synergies autour d'une vision centrale et d'un ensemble d'objectifs stratégiques communs. La coopération opérationnelle en matière d'administration électronique s'est avérée bénéfique... » et que « pour assurer le fonctionnement des services de bout en bout, il faut que l'ensemble des autorités gouvernementales parviennent à une plate-forme générale commune s'agissant du cadre juridique et réglementaire de l'administration électronique, de son développement, de sa mise en œuvre et de son utilisation. »;

Considérant que, dans le cadre de leurs Déclarations de Politique régionale et communautaire, les Gouvernements se sont engagés à mettre en œuvre le principe de « données authentiques » que l'utilisateur ne fournira qu'une seule fois et à faire en sorte, avec les autres niveaux de pouvoir, que la même obligation d'information ne soit pas imposée plusieurs fois;

Considérant que l'objectif du présent accord de coopération est de créer un cadre juridique permettant de faciliter les échanges d'informations entre administrations publiques, et cela dans le respect des règles de protection de la vie privée;

Que cette facilitation des échanges se fera par l'instauration d'une plateforme d'échange de données entre administrations qui sera un carrefour d'échange de données (dénommé Banque-Carrefour d'échange de données), et en instituant des sources authentiques qui permettront de garantir la qualité des données conservées traitées et échangées entre les administrations;

Que la collecte unique des données est l'un des moyens essentiels pour réduire les charges tout en respectant les procédures imposées par les administrations;

Que le principe de la source authentique des données est un élément fondamental de l'e-gouvernement;

Que l'idée est de créer et de mettre en œuvre un outil technologique moderne, performant, permettant d'alléger de façon substantielle les obligations dites « administratives » pesant sur les usagers et de pousser en permanence au perfectionnement informatique de la gestion des données;

Que la Banque-Carrefour de partage de données fait uniquement office d'organisme carrefour via lequel doit normalement se dérouler tout échange de données entre les sources authentiques et banque de données issues de sources authentiques;

Que la Région wallonne et la Communauté française, par leurs domaines de compétences, sont pleinement conscients de la nécessité de tout entreprendre pour renforcer l'adéquation entre leurs services et les attentes de la société;

Considérant que l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles autorise les Communautés et les Régions à conclure des accords de coopération qui portent notamment sur la création et la gestion conjointe de services et institutions, sur l'exercice conjoint de compétences propres, ou sur le développement d'initiatives en commun;

Que le présent accord a pour objectif de concrétiser une initiative en commun en matière de partage de données et d'en assurer la gestion conjointe;

Qu'il est intéressant, dans un souci de renforcer les synergies entre les deux entités, d'assurer une cohérence et une complémentarité entre les actions menées;

Que cette volonté poursuit également un objectif d'économies d'échelle;

Vu les protocoles d'accord n° 582 et 411 des Comités de Secteur XVI et XVII réunis conjointement le 5 octobre 2012;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 23 mai 2013;

Vu la décision du Gouvernement de la Communauté française du 23 mai 2013;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président,

Ont convenu ce qui suit :

## CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

### Section 1<sup>re</sup>. — Définition et champ d'application

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent accord de coopération a pour objet d'encadrer l'initiative commune développée par les deux parties en matière de partage de données authentiques et de formaliser la gestion conjointe de cette initiative.

**Art. 2.** Au sens du présent accord, on entend par :

1° « source authentique de données » : base de données instituée en vertu d'un décret ou d'un arrêté du Gouvernement d'une des parties contenant les données relatives à des personnes physiques ou morales, qui ont une valeur unique pour les autorités publiques car leur collecte, stockage, mise à jour et destruction sont assurés exclusivement par une autorité publique déterminée, appelée gestionnaire de source authentique, et qui sont destinées à être réutilisées par les autorités publiques;

2° « banque de données issues de sources authentiques » : base de données instituée par une disposition décrétalement, regroupant un ensemble de données issues de sources authentiques ou de liens entre des données issues de sources authentiques et dont la collecte, le stockage, la mise à jour et la destruction sont assurés exclusivement par une autorité publique déterminée, appelée gestionnaire de banque de données issues de sources authentiques, et qui sont destinées à être réutilisées par les autorités publiques;

3° « Banque-Carrefour d'échange de données » : structure instituée par le présent accord de coopération pour être :

a) un tiers de confiance, c'est-à-dire une entité indépendante de confiance qui offre des services qui accroissent la fiabilité de l'échange électronique de données et de l'enregistrement de données et qui n'a elle-même aucune mission ou aucun intérêt en matière de traitement réel de fonds de données à caractère personnel;

b) un intégrateur de services, c'est-à-dire une institution légalement reconnue dont le rôle principal est d'organiser et de faciliter l'échange de données issues de sources authentiques ou de banques de données issues de sources authentiques entre les différentes autorités publiques et autorités fédérales, ainsi que d'offrir des services d'accès hautement sécurisés aux sources authentiques, dans le respect des prescrits de la vie privée;

4° « eWBS » : le service commun entre la Région wallonne et la Communauté française chargé de la simplification administrative et de l'administration électronique visé dans l'accord de coopération du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française organisant un service commun en matière de simplification administrative et d'administration électronique dénommé e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé;

5° « source authentique externe de données » : base de données gérée par une autorité appartenant au niveau international ou fédéral, une autre Communauté ou Région, et les institutions ou personnes morales qui en relèvent, ainsi que les personnes morales de droit privé qui sont chargées de tâches ou missions d'intérêt général;

6° « Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données » : organe indépendant chargé de régler les relations entre la Banque-Carrefour d'échange de données, les utilisateurs, les sources authentiques de données, les banques de données issues de sources authentiques et les autorités publiques, ainsi qu'entre les sources authentiques de données et les banques de données issues de sources authentiques elles-mêmes;

7° « Commission de la protection de la vie privée » : la commission créée par l'article 23 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

8° « autorité publique » :

a) pour la Région wallonne : tout service wallon chargé d'une mission de service public, en ce compris les organismes d'intérêt public de la Région wallonne et autres personnes morales constituées par la Région wallonne, ainsi que tous les pouvoirs locaux, tant provinciaux que communaux qui mettent une ou plusieurs sources authentiques à disposition ou qui collectent des données via la Banque-Carrefour d'échange de données;

b) pour la Communauté française : tout service chargé d'une mission de service public dépendant de la Communauté française, en ce compris les organismes d'intérêt public de la Communauté française et autres personnes morales constituées par la Communauté française qui mettent une ou plusieurs sources authentiques à disposition ou qui collectent des données via la Banque-Carrefour d'échange de données;

9° « utilisateur » : toute personne physique ou morale, y compris les entreprises, établissements, associations et toutes les subdivisions de cette personne même, qui est en contact avec une autorité publique au sens du 8° supra dans le cadre d'une interaction ou d'un dispositif administratif impliquant de l'échange de données entre sources authentiques de données, banques de données issues de sources authentiques, sources authentiques externes de données et la Banque-Carrefour d'échange de données ;

10° « destinataire » : toute personne telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, § 7 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des données à caractère personnel;

11° « personne concernée » : la personne visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des données à caractère personnel;

12° « traitement de données » : tout traitement tel que visé à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des données à caractère personnel;

13° « données à caractère personnel » : toute donnée telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des données à caractère personnel;

14° « données à caractère personnel codées » : les données visées par l'article 1<sup>er</sup>, 3°, de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

15° « données anonymes » : les données visées par l'article 1<sup>er</sup>, 5°, de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

16° « Données sensibles » : données visées aux articles 6 à 8 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et aux articles 25 à 27 de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

**Art. 3.** Le présent accord s'applique à tout échange de données issu de sources authentiques de données, de banque de données issues de sources authentiques ou de sources authentiques externes dans les limites des compétences de la Région wallonne et de la Communauté française.

#### Section 2. — Principes

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. La transformation d'une base de données existante en une source authentique implique que les données qu'elle contient seront diffusées à d'autres autorités publiques et réutilisées par celles-ci, à d'autres fins que celles qui étaient poursuivies par la collecte initiale.

Ces diffusions et réutilisations de données sont des traitements ultérieurs, dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

§ 2. Dans le cadre du présent accord de coopération, un traitement ultérieur à des fins historiques, statistiques ou scientifiques n'est pas réputé incompatible lorsqu'il est effectué conformément aux conditions fixées par le chapitre II de l'arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

L'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS), institué par le décret du 4 décembre 2003, en tant qu'Institut wallon de la Statistique est l'institution à laquelle le secret statistique s'applique. Ce secret s'applique également à toute autre autorité publique à même vocation qui aurait été instituée en ce sens par le Gouvernement.

**Art. 5.** Dans l'exercice de leurs compétences, les autorités publiques respectent la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel dans ses exigences et ses arrêtés d'exécution, parmi lesquels le principe de nécessité, de finalité, de légitimité, de proportionnalité, de licéité ainsi que le principe de transparence.

**Art. 6.** Des autorités publiques qui sont habilitées à consulter des données authentiques via la Banque-Carrefour d'échange de données ne peuvent plus réclamer directement ces données à d'autres autorités publiques ou à des utilisateurs.

Dès qu'une donnée est accessible par le biais de la Banque-Carrefour d'échange de données, les autorités publiques sont obligées de passer par elle pour une telle utilisation, sauf exceptions fixées par ou vertu d'une loi ou d'un décret.

Les données issues de sources authentiques obtenues par l'intermédiaire de la Banque-Carrefour d'échange de données bénéficient de la force probante jusqu'à preuve du contraire, indépendamment du support sur lequel la communication s'opère.

Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française peuvent suspendre, pour des raisons techniques ou organisationnelles et pour toutes ou certaines autorités publiques uniquement, l'application du présent article pour une période transitoire qui ne peut excéder cinq ans maximum à dater de la désignation de la source authentique, afin de permettre aux autorités publiques de s'y connecter de manière effective.

CHAPITRE II. — *Les sources authentiques et les banques de données issues de sources authentiques*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Un décret ou, selon une procédure que les Gouvernements déterminent de commun accord, un arrêté du Gouvernement désigne les sources authentiques qui sont appelées à être des sources de référence pour les données qu'elles traitent, parmi les bases de données gérées par des autorités publiques qui collectent et mettent à jour des données.

Le décret ou l'arrêté de désignation indique notamment, pour chaque source authentique :

- l'identité du gestionnaire de la source authentique chargé de la collecte et du stockage des données authentiques;
- les modalités selon lesquelles seront tenues à jour et rendues accessibles les données dont l'enregistrement est confié au gestionnaire de la source authentique, outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu de la loi;
- la ou les finalité(s) poursuivie(s) par la source authentique dans la collecte des données qu'elle traite;
- la liste des données contenues dans la source authentique.

Tout arrêté de désignation d'une source authentique est soumis au préalable, pour avis, à la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données.

Les données sont accessibles aux autorités publiques gratuitement.

§ 2. Les banques de données issues de sources authentiques ne peuvent être établies que par décret.

Le décret indique notamment, pour chaque banque de données issues de sources authentiques :

- l'identité du gestionnaire de la banque de données issues de sources authentiques chargé de la collecte et du stockage des données authentiques;
- les modalités selon lesquelles seront tenues à jour et rendues accessibles les données dont l'enregistrement est confié au gestionnaire de la source authentique, outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu de la loi;
- la ou les finalité(s) poursuivie(s) par la banque de données issue de sources authentiques dans la collecte des données issues de sources authentiques qu'elle traite;
- la liste tant des données issues de sources authentiques que des sources authentiques dont elles sont issues ou des liens entre des données issues de sources authentiques.

Tout décret établissant une banque de données issues de sources authentiques est soumis au préalable, pour avis, à la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données.

Les données sont accessibles aux autorités publiques gratuitement.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Les autorités publiques qui sont autorisées à consulter des données mises à disposition par une source authentique ou une banque de données issues de sources authentiques, ne peuvent plus réclamer directement ces données aux citoyens, entreprises, organismes ou institutions concernés sauf si une exception de nature juridique ou technique rend impossible l'accès à ces données.

§ 2. Lorsqu'elles demandent des informations directement à des personnes, entreprises, organismes ou institutions, les autorités publiques visées au 1<sup>er</sup> paragraphe indiquent en outre le type de données qu'elles consultent auprès de sources authentiques ou de banque de données issues de sources authentiques à leur propos.

§ 3. Elles pré-remplissent les demandes d'informations adressées à des personnes, entreprises, organismes ou institutions au moyen de données obtenues auprès de sources authentiques ou de banque de données issues de sources authentiques. Elles indiquent dans ce cas l'origine de ces données.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Chaque gestionnaire de source authentique ou de banque de données issues de sources authentiques met en place, outre les obligations découlant de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, éventuellement en concertation avec la Banque-Carrefour d'échange de données ou par son intermédiaire, des moyens techniques offrant aux personnes concernées la possibilité, par voie électronique :

- de consulter les données à caractère personnel les concernant conservées dans cette source authentique, lorsque ces données sont disponibles sous forme électronique;
- de demander la rectification des données à caractère personnel les concernant qui seraient imprécises, incomplètes ou inexactes;
- de connaître toutes les autorités, organismes et personnes qui ont, au cours des six mois écoulés, consulté ou mis à jour les données personnelles les concernant, à l'exception des autorités administratives et judiciaires chargées de la recherche et de la répression des délits ainsi que de la Sûreté de l'Etat et du Service général du Renseignement et de la Sécurité des Forces armées.

§ 2. Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française déterminent, de commun accord, les moyens techniques nécessaires à la mise en œuvre des droits de consultation et de rectification ainsi que le régime auquel est soumise la prise de connaissance, visés au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française peuvent suspendre, de commun accord, l'application du présent article à une source authentique pour une période transitoire qui ne peut excéder un an à dater de la désignation de cette source authentique conformément à l'article 7 du présent accord.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Le gestionnaire de sources authentiques ou de banque de données issues de sources authentiques :

- traite les données à caractère personnel conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;
- assure à tout moment, entre autres, la qualité des données ainsi que leur sécurité, tant au niveau technique qu'organisationnel, nécessaires au respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;
- collabore avec la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données, en lui fournissant les informations dont elle a besoin pour l'exercice de ses missions et en lui autorisant l'accès aux dossiers et systèmes de traitement d'information dès que la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données le sollicite;

- tient un historique des données, pour autant que cela soit nécessaire eu égard aux finalités avancées.

§ 2. Si le destinataire des données constate que les données sont imprécises, incomplètes ou inexactes, il est tenu de le communiquer immédiatement au gestionnaire de sources authentiques, ou à celui de la banque de données issues de sources authentiques, qui a l'obligation d'y donner suite.

Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française déterminent, de commun accord, les modalités pour cette communication et l'obligation de suite à lui réserver.

### CHAPITRE III. — La Banque-Carrefour d'échange de données

#### Section 1<sup>re</sup>. — Généralités et missions

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Au sein d'eWBS et selon les modalités fixées par le présent accord, est instituée une Banque-Carrefour d'échange de données qui bénéficie cependant de l'autonomie nécessaire pour remplir ses tâches.

Le Gouvernement wallon fixe, après accord du Gouvernement de la Communauté française et dans l'arrêté fixant le cadre organique d'eWBS, le cadre du personnel de la Banque-Carrefour d'échange de données en tenant compte de l'organisation fixée à l'article 19 du présent accord.

§ 2. La Banque-Carrefour d'échange de données a pour mission :

- 1) de développer une stratégie commune en matière de partage de données dans les matières liées aux compétences respectives de la Communauté française et de la Région wallonne;
- 2) de promouvoir et de veiller à l'homogénéité et à la cohérence de la politique avec cette stratégie commune;
- 3) d'assister les institutions de la Région wallonne et de la Communauté française lors de la mise en œuvre de cette stratégie commune;
- 4) de développer les normes, les standards et l'architecture de base nécessaires pour une mise en œuvre efficace de la technologie de l'information et de la communication à l'appui de cette stratégie et d'en surveiller le respect;
- 5) de développer les projets et services qui englobent potentiellement l'ensemble des autorités publiques et qui soutiennent cette stratégie commune;
- 6) de permettre l'échange de données à partir des sources authentiques ou des banques de données issues de sources authentiques;
- 7) de gérer la collaboration avec les autres autorités en matière de partage de données.

Dans le cadre de cette mission, la Banque-Carrefour d'échange de données :

a) met en place des moyens techniques pour communiquer les informations entre elle et les sources authentiques, entre elle et les banques de données issues de sources authentiques, entre elle et les autorités publiques et entre elle et les destinataires;

b) prend, en collaboration avec l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS), des initiatives en matière de standardisation des données et de labellisation des sources authentiques de données et de banques de données issues de sources authentiques;

c) tient un référentiel des données disponibles et met à jour un annuaire des sources authentiques et des banques de données issues de sources authentiques ainsi que des données qu'elles contiennent, ainsi qu'un registre des interconnexions dans lequel elle dresse un cadastre des flux entrants et sortants des sources authentiques et des banques de données issues de sources authentiques, cadastre auquel le citoyen doit avoir accès;

d) a une mission d'assistance générale aux sources authentiques et aux banques de données issues de sources authentiques ainsi qu'à leur mise en place, ce qui inclut la possibilité de leur rendre des services;

e) établit et tient à jour un registre des sources de données susceptibles de devenir authentiques et peut mettre en œuvre des moyens nécessaires pour qu'elles le deviennent.

f) assure la promotion, l'accompagnement et la coordination de sources authentiques de données auprès des autorités publiques;

g) établit des accords clairs, sur la base d'une répartition des tâches, entre les parties concernées concernant les points suivants :

- qui effectue quels authentications, vérifications et contrôles, à l'aide de quels moyens, et qui en assume la responsabilité;

- la manière dont les résultats des authentications, les vérifications et les contrôles exécutés font l'objet d'un échange et d'une conservation électronique sécurisés entre les parties concernées;

- la prise et la gestion des traces;

- la manière dont il faut veiller, dans le cadre d'un examen, à l'initiative d'une partie concernée ou d'un organe de contrôle concerné ou à la suite d'une plainte, à ce qu'une reconstruction complète puisse avoir lieu concernant quelle personne physique a utilisé un service ou une transaction déterminés concernant un citoyen ou une entreprise déterminés et quand, par le biais de quel canal et à quelles fins;

h) conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, gérer un répertoire de références indiquant les instances auprès desquelles des types déterminés de données sont conservés concernant des personnes, entreprises ou institutions déterminés ou qui fait référence à la source de données où ces données peuvent être consultées ou qui, par personne physique ou entreprise, indique quels types de données sont mis à disposition d'instances ou d'autorités externes déterminées et pour quelle période, avec mention du but pour lequel l'instance ou l'autorité externe a besoin de ces données et gérer un répertoire d'autorisations qui stipule qui a accès, sous quelles conditions, à des données déterminées. L'implémentation du répertoire de références et d'autorisations ne pourra être réalisée qu'après avis de la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Les gestionnaires de sources authentiques de données et des banques de données issues de sources authentiques autorisent la Banque-Carrefour d'échange de données à consulter, copier et transmettre les données contenues dans lesdites sources ou banques.

Pour mettre en place l'accès technique à ces données, ils se concertent avec la Banque-Carrefour d'échange de données.

§ 2. Les autorités publiques utilisent la Banque-Carrefour d'échange de données pour accéder aux sources authentiques de données et aux banques de données issues de sources authentiques ainsi qu'aux sources authentiques externes de données sauf si cet accès n'est pas possible techniquement, et sauf exceptions fixées par ou en vertu d'une loi ou d'un décret.

§ 3. Toute autorité publique qui a accès aux sources authentiques de données et aux banques de données issues de sources authentiques désigne, parmi ses membres du personnel, un conseiller en matière de sécurité de l'information et de protection de la vie privée qui remplit notamment la fonction de préposé à la protection des données visé à l'article 17bis de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Toute autorité publique qui a accès aux sources authentiques de données et aux banques de données issues de sources authentiques est tenue :

1° de désigner nominativement les personnes qui sont autorisés, en vertu de leurs compétences, à obtenir accès aux données à caractère personnel ou à en obtenir la communication et de les informer conformément à l'article 16, § 2, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel; ils devront dresser une liste de ces organes ou préposés;

2° de faire signer une déclaration aux personnes qui sont effectivement en charge du traitement des données à caractère personnel, dans laquelle elles s'engagent à préserver le caractère confidentiel des données à caractère personnel.

**Art. 13.** Dans sa mission d'intégrateur de services, la Banque-Carrefour d'échange de données peut effectuer, en concertation avec les sources authentiques externes de données, un stockage des données qu'elle traite sous forme de copie, dans le but de rendre plus efficace la transmission ultérieure de l'information et ce, dans le respect des conditions suivantes :

- elle ne modifie pas l'information reçue;
- elle met à jour l'information, conformément aux règles établies par les sources authentiques externes de données à ce propos;
- elle agit promptement pour retirer l'information qu'elle a stockée ou pour rendre l'accès à celle-ci impossible dès qu'elle a effectivement connaissance du fait que l'information à l'origine de la transmission a été retirée de la source authentique externe de données ou du fait que l'accès à l'information a été rendu impossible, ou du fait qu'une autorité administrative ou judiciaire a ordonné de retirer l'information ou de rendre l'accès à cette dernière impossible.

La Banque-Carrefour d'échange de données, dans le cadre de sa mission d'intégration de services, devra, dans la limite de ses compétences, collaborer avec les autres intégrateurs de services, tant au niveau fédéral qu'au niveau des entités fédérées, dans les cas où les autorités publiques nécessitent le recours à plusieurs intégrateurs de services.

**Art. 14.** Lorsque la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données ne donne d'autorisation de transmission que pour des données codées ou rendues anonymes, la Banque-Carrefour d'échange de données assure la codification et/ou l'anonymisation de ces données.

**Art. 15.** La Banque-Carrefour d'échange de données peut fournir aux autorités publiques des services supplémentaires, comme l'agrégation de données provenant de différentes sources authentiques.

La Banque-Carrefour d'échange de données peut héberger des données issues de sources authentiques pour le compte des sources authentiques qui ne disposeraient pas des capacités matérielles ou techniques pour héberger et exposer leurs données.

**Art. 16.** La Banque-Carrefour d'échange de données et l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS) ou toute autre autorité publique à même vocation qui aurait été instituée en ce sens par le Gouvernement pour le traitement statistique des données, traite les données à caractère personnel dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Dans le cadre de ce respect, elle assure à tout moment la sécurité des données et de leur transmission. Elle collabore avec la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données, lui fournit les informations dont elle a besoin pour l'exercice de ses missions et lui autorise l'accès aux dossiers et systèmes de traitement d'information dès qu'elle le sollicite.

Dans l'exercice de ses missions, la Banque-Carrefour d'échange de données et l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS), ou toute autre autorité publique à même vocation qui aurait été instituée en ce sens par le Gouvernement, respecte les prescrits de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

**Art. 17.** La Banque-Carrefour d'échange de données développe, en concertation avec les sources authentiques, des moyens techniques offrant aux personnes concernées la possibilité d'accéder par voie électronique aux données à caractère personnel les concernant et détenues par elle, lorsque celles-ci sont disponibles sous forme électronique, et aux informations concernant les traitements automatiques de ces données.

La personne concernée a le droit de connaître toutes les autorités publiques qui ont, au cours des six mois écoulés, consulté ou mis à jour ses données. Elle a accès à ces informations via le cadastre des flux que la Banque-Carrefour d'échange de données est dans l'obligation de tenir.

Les personnes concernées ont le droit de procéder à la rectification de ces données si elles ne sont pas reprises de manière précise, complète et exacte.

**Art. 18.** La Banque-Carrefour d'échange de données peut développer des moyens techniques pour mettre à disposition du public des informations, qui ne sont pas des données à caractère personnel.

La Banque-Carrefour d'échange de données peut conclure des partenariats avec des partenaires privés pour faciliter la mise à disposition de ces informations.

## Section 2. — Fonctionnement

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. La Banque-Carrefour d'échange de données est organisée de la manière suivante :

- l'ensemble des tâches afférant aux domaines de la gestion de projets (coordination, promotion et consultance), de l'accompagnement juridique et des services transversaux sont assurées par un pôle organisationnel institué au sein d'eWBS;

- les missions techniques, principalement de développement et d'exploitation sont assurées par un pôle informatique.

§ 2. Le pôle informatique s'appuie, pour la Région wallonne, sur les services du Gouvernement wallon en charge de l'informatique administrative et, pour la Communauté française, sur l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication (ETNIC).

La coordination entre les deux pôles visés au § 1<sup>er</sup> sera organisée au sein d'une interface centralisée et composée de représentants des deux pôles.

§ 3. Un Comité stratégique Banque-Carrefour d'échange de données est institué.

Il est chargé d'assurer le pilotage global de la Banque-Carrefour d'échange de données et notamment de déterminer ou de valider les opportunités d'évolution de la Banque-Carrefour d'échange de données, de déterminer ou de valider les orientations à moyen ou long terme, de déterminer dans quelle mesure les projets proposés par le pôle organisationnel doivent ou non être retenus compte tenu de différents critères à fixer (bénéfices attendus, coûts estimés, budgets disponibles, implication des acteurs,...) et de fixer les priorités parmi les projets retenus.

Les Gouvernements des parties fixent, de commun accord, la composition de ce Comité stratégique.

**Art. 20.** Les conseillers en sécurité d'eWBS et du pôle informatique forment ensemble un comité de sécurité pour les aspects liés à la Banque-Carrefour d'échange de données.

Ce comité de sécurité se charge de :

1<sup>o</sup> fournir des avis d'experts dans le domaine de la sécurisation des informations et sensibiliser en la matière, en accordant une attention particulière à la sécurité des données et du réseau;

2<sup>o</sup> parvenir à une approche cohérente de la sécurisation des informations;

3<sup>o</sup> mener à bien les missions qui lui sont confiées dans le domaine de la sécurisation des informations.

**Art. 21.** Le fonctionnement et les missions de la Banque-Carrefour d'échange de données sont couverts par les moyens à charge des budgets de la Région wallonne et de la Communauté française, répartis, de commun accord entre les Gouvernements wallon et de la Communauté française.

Les Gouvernements organisent également, de commun accord, la répartition des moyens alloués à la Banque-Carrefour d'échange de données entre le pôle organisationnel et le pôle informatique.

CHAPITRE IV. — *La Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données*

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Une Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données est instituée auprès du Parlement wallon et du Parlement de la Communauté française, ci-après dénommés « les Parlements des parties ».

La Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données a pour mission de veiller au respect des dispositions du présent accord de coopération relatives à l'échange des données de sources authentiques de données et de banques de données issues de sources authentiques de manière homogène dans la Région wallonne et la Communauté française.

Dans ce cadre, elle est notamment compétente pour :

- autoriser les transferts de données à partir des sources authentiques de données ou de banques de données issues de sources authentiques, sauf si ce transfert est déjà soumis à une autorisation d'un autre comité sectoriel, créé au sein de la Commission de la protection de la vie privée;

- examiner la licéité des traitements ultérieurs envisagés par les destinataires potentiels de ces données;

- être organe de contrôle des activités de partage de données menées par la Banque-Carrefour d'échange de données.

§ 2. La Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données présente des garanties d'indépendance et d'impartialité vis-à-vis des sources authentiques de données, des banques de données issues de sources authentiques, de la Banque-Carrefour d'échange de données, des entités clientes des sources authentiques de données et des banques de données issues de sources authentiques ainsi que des pouvoirs publics en général.

Dans les limites de leurs attributions, le président et les membres de la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données ne reçoivent d'instructions de personne. Ils ne peuvent être relevés de leur charge en raison des opinions qu'ils émettent ou des actes qu'ils accomplissent pour remplir leurs fonctions.

**Art. 23.** L'accès à des données à caractère personnel d'une source authentique de données ou d'une banque de données issues de sources authentiques requiert une autorisation préalable de la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données.

Cette autorisation est basée sur un examen préalable, lui-même réalisé sur la base des exigences contenues dans la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et énoncés à l'article 4 du présent accord de coopération.

Le contrôle de conformité du transfert de données se fait par rapport à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, au présent accord de coopération et à ses mesures d'exécution.

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. La Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données est un organe indépendant constitué de six membres effectifs et six membres suppléants, désignés conjointement par les Parlements des parties pour une période de six ans, renouvelable une fois, après appel public aux candidatures et une procédure de sélection fixée par un règlement spécifique établi par les Parlements des parties et publié au *Moniteur belge*.

Après concertation avec la Commission de la protection de la vie privée, les Parlements des parties désignent parmi les membres effectifs et suppléants de l'ordre linguistique francophone de cette commission, trois membres de la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données, ainsi qu'un suppléant pour chacun d'eux.

Les trois autres membres de la commission de contrôle, parmi lesquels le président, sont respectivement un juriste ou un magistrat, un informaticien et une personne pouvant justifier d'une expérience professionnelle dans la gestion de données à caractère personnel. Ils sont désignés par les Parlements des parties, qui nomment aussi un suppléant pour chacun d'eux.

Pour être désigné et rester membre, effectif ou suppléant, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

- être Belge;
- jouir de leurs droits civils et politiques;
- ne pas être membre d'un Parlement;
- ne pas être membre d'un Gouvernement;
- offrir toutes les garanties leur permettant d'exercer leur mission avec indépendance et être parfaitement compétents dans le domaine;
- ne pas être gestionnaire d'une source authentique de données ou d'une banque de données issues de sources authentiques;
- ne pas être membre de la Banque-Carrefour d'échange de données elle-même, d'une Banque-Carrefour fédérale ou d'un autre intégrateur de services;
- ne pas être membre du comité des gestionnaires visé à l'article 30 du présent accord de coopération.

Les membres suppléants remplacent les membres effectifs en cas d'empêchement ou d'absence de ceux-ci.

§ 2. Au sein de la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données, les Parlements des parties peuvent créer des chambres pour des matières spécifiques.

§ 3. Le secrétariat de la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données est assuré par la Banque-Carrefour d'échange de données.

Le secrétariat est placé sous l'autorité et la conduite du président de la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données.

Le président suppléant et les membres effectifs ou suppléants ont droit à des jetons de présence dont le montant est fixé par les Parlements des parties. Ce montant suit l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

Le président a droit à une fois et demie le montant des jetons de présence.

Tous les membres ont droit aux indemnités pour frais de parcours et de séjour, conformément aux dispositions applicables au personnel des services du Gouvernement wallon pour les grades de catégorie A.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. La Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données établit son règlement d'ordre intérieur dans le mois de son installation. Il est communiqué aux Parlements des parties.

Le règlement d'ordre intérieur précise notamment les règles de mise en état des dossiers soumis ainsi que les règles à appliquer lorsqu'un avis est demandé en urgence.

La Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données ne délibère valablement que si la majorité de ses membres au moins est présente. Elle décide à la majorité absolue. En cas de parité des voix, la voix du Président ou, s'il est empêché, de son suppléant est prépondérante.

§ 2. La Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données émet, soit d'initiative, soit sur demande des Gouvernements ou des Parlements des parties, des avis sur la protection de la vie privée dans le cadre du présent accord et de ses dispositions d'exécution.

La Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données doit être consultée pour avis avant que soit prise une décision de désignation d'une source authentique ou d'une banque de données issues de sources authentiques prévue à l'article 7 du présent accord, ainsi que pour tout décret ou arrêté portant sur les matières visées par le présent accord.

La Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données remet son avis dans un délai de soixante jours à dater du moment où la demande d'avis est complète.

§ 3. La Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données émet, soit d'initiative, soit sur demande des Gouvernements ou des Parlements des parties, des recommandations sur toute question relative à l'application des principes de la vie privée dans le cadre du présent accord et de ses arrêtés d'exécution.

§ 4. La Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données délivre des autorisations pour tout traitement de données à caractère personnel mises à disposition par une source authentique régionale ou communautaire, dans les soixante jours de la réception de la demande complète.

Lors de l'examen d'une telle demande, la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données se base sur les exigences contenues dans la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Pour qu'une demande d'autorisation soit recevable auprès de la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données, elle doit contenir toutes les données nécessaires à son bon examen.

La Commission a le pouvoir de suspendre ou retirer une autorisation dans l'hypothèse où les conditions de mise en œuvre du transfert n'ont pas été respectées par le gestionnaire de la source authentique ou de la banque de données issues de sources authentiques, ou le destinataire.

Les Gouvernements déterminent conjointement et, après avis de la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données, les conditions d'application de cette compétence de retrait.

§ 5. Les avis, recommandations et autorisations de la Commission sont motivés.



§ 6. Le président de la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données dirige et coordonne la concertation et la collaboration de la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données avec la Commission de la protection de la vie privée.

Il veille à la compatibilité des recommandations, des avis et des décisions de la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données et des projets de décret ou d'arrêté qui lui sont soumis, avec la loi sur la vie privée.

Le président peut demander à la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données de différer un avis, une recommandation ou une décision et de soumettre le dossier à l'avis préalable de la Commission de la protection de la vie privée.

La Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données est obligée de différer un avis sur simple demande d'un intéressé.

Dans ce cas, la discussion du dossier au sein de la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données est suspendue et le dossier est communiqué sans délai à la Commission de la protection de la vie privée.

Si la Commission de la protection de la vie privée n'émet pas un avis dans un délai de trente jours calendaires à dater de la réception du dossier, la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données émet son avis ou sa recommandation, ou prend sa décision sans attendre l'avis de la Commission de la protection de la vie privée.

La position de la Commission de la protection de la vie privée est expressément reprise dans l'avis, la recommandation ou la décision de la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données. Le cas échéant, la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données donne une motivation expresse des raisons pour lesquelles elle ne suit pas, en tout ou en partie, la position de la Commission de la protection de la vie privée.

§ 7. La Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données tient à jour un registre des autorisations accordées, ainsi que des avis ou recommandations et des suspensions et retraits d'autorisation. Ce registre est rendu accessible au public, selon les modalités arrêtées par les Gouvernements.

**Art. 26.** La Commission est compétente pour recevoir les plaintes de toute personne qui justifie de son identité et d'un intérêt, à l'égard d'une autorité publique qui aurait improprement exécuté l'autorisation prévue à l'article 25, § 4, du présent accord de coopération, sans préjudice de l'application de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

La procédure est réglée par le règlement d'ordre intérieur. Celui-ci prévoit l'exercice d'un droit de défense.

**Art. 27.** Dans le cadre de ses fonctions, la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données dispose d'un pouvoir d'investigation, les autorités publiques devant lui fournir toutes les informations et les accès nécessaires chaque fois qu'elle le demande.

**Art. 28.** La Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données présente un rapport annuel de ses activités de l'année précédente aux Parlements des parties.

**Art. 29.** Les moyens nécessaires au fonctionnement de la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données sont à charge des budgets de la Région wallonne et de la Communauté française.

Ils sont répartis, de commun accord entre les Gouvernements wallon et de la Communauté française.

#### CHAPITRE V. — *Le comité des gestionnaires*

**Art. 30.** Un comité des gestionnaires du partage de données est institué.

Il se compose d'un représentant au moins de chaque pôle de la Banque-Carrefour d'échange de données et d'un représentant des différentes sources authentiques ou banque de données issues de sources authentiques.

D'autres représentants des autorités publiques peuvent également être associés aux travaux du comité des gestionnaires.

**Art. 31.** La présidence et le secrétariat du comité des gestionnaires sont assurés par la Banque-Carrefour d'échange de données.

**Art. 32.** Le comité des gestionnaires se réunit au moins une fois par an à l'initiative de la présidence ou à chaque fois que l'un des membres du comité le requiert.

**Art. 33.** Le comité des gestionnaires conseille la Banque-Carrefour d'échange de données en ce qui concerne :

1) l'accès possible aux sources authentiques ou banques de données de sources authentiques par le biais de la Banque-Carrefour d'échange de données;

2) l'éventuelle adaptation des sources authentiques ou banques de données de sources authentiques, de sorte que, dans la mesure du possible, seules des données authentiques soient rendues accessibles;

3) l'utilisation de renvois à la donnée authentique dans la source authentique en ce qui concerne les données qui recouvrent, partiellement ou dans leur ensemble, une donnée authentique dans une source authentique;

4) le partage de la responsabilité entre la Banque-Carrefour d'échange de données, les sources authentiques et les banques de données de sources authentiques, compte tenu des compétences qui leur sont conférées par le présent accord.

Le comité des gestionnaires délibère sur des initiatives visant à promouvoir et à maintenir la collaboration en matière de partage de données, et sur des initiatives pouvant contribuer à un traitement légitime et confidentiel des données.

Le comité des gestionnaires fournit en outre des avis ou formule des recommandations en matière d'information ou de problèmes connexes.

**Art. 34.** Le comité des utilisateurs peut instituer en son sein des groupes de travail auxquels il confie des tâches spécifiques.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

**Art. 35.** Les Gouvernements évalueront régulièrement le présent accord et ses mesures d'exécution et, une première fois, trois ans après son entrée en vigueur.

Le rapport d'évaluation sera transmis aux Parlements des parties.

**Art. 36.** Les missions de la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données ou d'une ou plusieurs chambres spécifiques de ladite commission peuvent être transférées, en exécution d'un accord de coopération conclu entre l'Autorité fédérale, les Communautés et les Régions, à un comité sectoriel commun tel que visé à l'article 31bis de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, créé au sein de la Commission de protection de la vie privée.

Les Gouvernements des parties déterminent à quel moment les tâches et compétences de la Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données ou d'une ou plusieurs chambres spécifiques de ladite commission sont transférées au comité sectoriel commun visé à l'alinéa premier.

**Art. 37.** Les litiges entre les parties signataires du présent accord sont tranchés conjointement par les Gouvernements.

**Art. 38.** Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit le dernier assentiment au présent accord de coopération.

Namur, le 23 mai 2013.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/204168]

#### 23. MAI 2013 — Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft über die Entwicklung einer gemeinsamen Initiative in Sachen Datenaustausch und über die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative

Aufgrund der belgischen Verfassung, in ihrer am 17. Februar 1994 koordinierten Fassung, insbesondere der Artikel 121 bis 133 und 134 bis 140;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 92bis;

Aufgrund des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens zwischen den föderalen, regionalen und gemeinschaftlichen Verwaltungen, um die Initiativen zwecks der Einrichtung eines integrierten "E-Government" zu harmonisieren und aufeinander abzustimmen;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 21. Februar 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft zur Organisation eines gemeinsamen Dienstes für die administrative Vereinfachung und elektronische Verwaltung genannt "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" und abgekürzt "eWBS";

In der Erwägung, dass die administrative Vereinfachung sich als die Gesamtheit der Schritte definieren lässt, die für die Erleichterung und die Vereinfachung der Verwaltungsformalitäten bestimmt sind, die ein Benutzer erledigen muss, um den durch die Behörden auferlegten Regeln zu genügen;

In der Erwägung, dass sich der "E-Government" seinerseits als die Verwendung der Informations- und Kommunikationstechnologien (TIC) durch die Verwaltungen definieren lässt, um die öffentlichen Dienste und die demokratischen Prozesse zu verbessern und die Unterstützung der öffentlichen Initiativen zu stärken;

In der Erwägung, dass eine Vereinfachung der Schritte zugunsten des Benutzers dringend geboten und als Verpflichtung zu verstehen ist, da der Benutzer, der in Verbindung mit der Verwaltung steht, im Gegensatz zum Privatsektor den Leistungserbringer nicht auswählen kann, jedoch auch weil sich der internationale, insbesondere der europäische Sektor für eine Senkung der Verwaltungslasten einsetzt;

In der Erwägung, dass wirksamere und leistungsfähigere öffentliche Dienste im gegenwärtigen wirtschaftlichen Kontext eine Notwendigkeit sind, insbesondere für die Unternehmen, aber ebenfalls für die sonstigen Benutzer: vereinfachte Schritte und Dienstleistungen entlasten die Benutzer von einer ganzen Reihe unproduktiver Modalitäten und von Verwaltungslasten, die ihre Aktivität erschweren und sie in ihrer Aktion bestrafen;

In der Erwägung, dass die Vereinfachung der Schritte zugunsten des Benutzers eine Chance bildet, da sie den Verwaltungen eine Gelegenheit gibt, ihre Verfahrensabläufe zu überdenken, wobei ihre Aufgaben unter Berücksichtigung der wirklichen Bedürfnisse der Benutzer wahrgenommen werden;

In der Erwägung, dass die vorrangige Zielsetzung darin besteht, die Verwaltungslasten für den Benutzer zu verringern, wobei so weit wie möglich vermieden wird, diese Lasten der Verwaltung zu übertragen;

In der Erwägung, dass die in Sachen administrative Vereinfachung und "E-Government" getroffenen Maßnahmen die durch die belgische Föderalstruktur auferlegten institutionellen Abgrenzungen überschreiten;

In der Erwägung, dass die administrative Vereinfachung und der "E-Government" sowohl für die Wallonische Region als auch für die Französische Gemeinschaft inzwischen eine wesentliche Herausforderung darstellt und dass diese ihre Aktionen in diesen Bereichen dauerhaft angelegt haben, wobei sie die unter anderem auf europäischer Ebene definierten Herausforderungen einer Reduzierung der Verwaltungsaufgaben völlig berücksichtigen;

In der Erwägung, dass die Anfrage nach Vereinfachung umso mehr gerechtfertigt ist, als die Verwaltungen selbst über einen Großteil der geforderten Informationen verfügen;

In der Erwägung, dass demnach ein Teil des Inhalts einer Verwaltungsakte Daten enthält, die bereits anderswo innerhalb der Verwaltung im Allgemeinen verfügbar sind;

In der Erwägung, dass was auf erste Sicht als widersprüchlich erscheinen könnte, in Anbetracht des unzureichenden Informationsaustauschs zwischen den Diensten unterschiedlicher Machtebenen (föderal, regional, kommunal, usw.) oder innerhalb einer selben Machtebene nicht mehr derart betrachtet wird;

In der Erwägung, dass auf Zeit darauf abgezielt wird, dass die Verwaltungen keine Daten mehr einsammeln, über die sie oder eine andere Verwaltung oder Datenbank bereits verfügen, und dass von den Benutzern ihrerseits nur noch Daten gefordert werden, die anderswo nicht verfügbar sind;

In der Erwägung, dass dieser Grundsatz für die Unternehmen im Rahmen der öffentlichen Aufträge bereits konkret angewandt wird, indem die Verwaltung dies in der Phase der qualitativen Auswahl des Verfahrens für die Vergabe des Auftrags übernimmt;

In der Erwägung, dass im "E-Government - Aktionsplan 2011-2015" der Europäischen Kommission vorgesehen ist, dass "die geplanten Maßnahmen den Mitgliedstaaten helfen sollen, unnötige Verwaltungslasten zu beseitigen. Erreicht werden kann dies z. B. dadurch, dass öffentliche Verwaltungen die ihnen bereits vorliegenden Informationen über die Bürger intelligent verwenden und Daten jeweils nur einmal registriert werden, wodurch die vom Bürger benötigten Angaben auch nur einmal erfasst werden, sofern die Anforderungen an den Datenschutz und die Wahrung der Privatsphäre erfüllt sind.";

In der Erwägung, dass in dem Zusammenarbeitsabkommen vom 28. September 2006 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt, der Französischen Gemeinschaftskommission und der gemeinsamen Gemeinschaftskommission betreffend die Grundsätze für ein integriertes "E-Government" und den Aufbau, die Benutzung und Verwaltung von Entwicklungen und Diensten eines integrierten "E-Government" (ICEG) Folgendes angegeben wird:

"Die Parteien erkennen an, dass der aktive Austausch von Informationen, die Benutzung von authentischen Quellen und die einheitliche Sammlung von Daten, die allen Behörden und öffentlichen Diensten zur Verfügung gestellt werden, ein Schlüsselement der Verfahren und Anwendungen eines integrierten "E-Government" darstellen.

Dies bedeutet unter anderem auch, dass innerhalb jeder Verwaltung festgehalten werden muss, welche Daten oder Datenkategorien gespeichert und von welchem öffentlichen Dienst in ihrer authentischen Form aktualisiert werden müssen, und zwar soweit möglich im Einvernehmen zwischen allen und unter Berücksichtigung ihrer Bedürfnisse aller anderen öffentlichen Dienste. Dieses System muss es auch den anderen öffentlichen Diensten, die diese authentischen Daten benötigen, ermöglichen zu bestimmen, in welchem öffentlichen Dienst sie diese Daten finden können, sie nur während der Zeit, die für die Erfüllung ihrer Aufgabe erforderlich ist, aufzubewahren und sich nicht um die Aktualisierung der Übersicht dieser Daten kümmern zu müssen.

Jede an diesem Zusammenarbeitsabkommen beteiligte Partei bleibt jedoch für die Verwaltung der Daten, für die sie kraft der gültigen Gesetze oder Bestimmungen zuständig ist, verantwortlich. (...)

Die Parteien verpflichten sich stets, die organisatorischen, technischen und verwaltungstechnischen Maßnahmen zu ergreifen, die zur Gewährleistung der Integrität, der Sicherung und Vertraulichkeit der Informationen und Daten gleich welcher Art, von denen sie infolge der gemeinsamen Aktion Kenntnis nehmen, notwendig sind. Die Parteien garantieren stets die Einhaltung der Gesetze, Verordnungen und Richtlinien im Bereich Schutz der Privatsphäre.;

In der Erwägung, dass im Jahre 2008 die in der Studie der OECD über die elektronische Verwaltung in Belgien enthaltenen Aktionsvorschläge unter anderem empfehlen, dass "die belgischen Behörden in Erwägung ziehen sollten, die Synergien rund um eine zentrale Vision und um eine Einheit von gemeinsamen strategischen Zielsetzungen zu verstärken. Die operative Zusammenarbeit in Sachen elektronische Verwaltung hat sich als günstig erwiesen..." und dass "zur Gewährleistung des guten Funktionierens der Dienste vom Anfang bis zum Ende, die gesamten Regierungsbehörden eine gemeinsame allgemeine Plattform erreichen betreffend den juristischen und verordnungsmäßigen Rahmen der elektronischen Verwaltung, ihre Entwicklung, ihre Durchführung und Benutzung.";

In der Erwägung, dass sich die Regierungen im Rahmen ihrer regionalpolitischen und gemeinschaftlichen Erklärungen verpflichtet haben, den Grundsatz der "authentischen Daten" anzuwenden, die der Benutzer nur einmal zur Verfügung stellt, und zusammen mit den anderen Machtebenen dafür zu sorgen, dass dieselbe Informationspflicht nicht mehrmals auferlegt wird;

In der Erwägung, dass das Ziel des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens die Einrichtung eines juristischen Rahmens ist, durch den der Informationsaustausch zwischen den öffentlichen Verwaltungen erleichtert wird, und zwar unter Einhaltung der Regeln für den Schutz der Privatsphäre;

In der Erwägung, dass diese Erleichterung des Austauschs durch die Einrichtung einer Plattform für den Datenaustausch zwischen Verwaltungen, die eine Datenaustauschzentrale darstellt (genannt zentrale Datenaustauschbank), und durch die Einrichtung von authentischen Quellen erfolgt, die es ermöglichen, die Qualität der bearbeiteten aufbewahrten und zwischen den Verwaltungen ausgetauschten Daten zu garantieren;

In der Erwägung, dass die einheitliche Sammlung von Daten eines der wesentlichen Mittel darstellt, um die Lasten zu verringern, wobei die von den Verwaltungen auferlegten Verfahren beachtet werden;

In der Erwägung, dass der Grundsatz der authentischen Datenquelle ein grundlegendes Element des "E-Government" darstellt;

In der Erwägung, dass es darum geht, ein modernes, effizientes technologisches Mittel zu schaffen und einzusetzen, durch das die sogenannten "administrativen" Verpflichtungen, die auf den Benutzern lasten, wesentlich reduziert werden können, und die Perfektionierung der elektronischen Verarbeitung der Datenverwaltung ständig zu fördern.

In der Erwägung, dass die zentrale Datenaustauschbank nur als zentrale Einrichtung dient, über die normalerweise jeglicher Datenaustausch zwischen den authentischen Quellen und den aus authentischen Quellen stammenden Datenbanken erfolgen soll;

In der Erwägung, dass sich die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaft durch ihre Zuständigkeitsbereiche über die Notwendigkeit völlig bewusst sind, alles zu unternehmen, um die Übereinstimmung ihrer Dienste mit den Erwartungen der Gesellschaft zu verstärken;

In der Erwägung, dass Artikel 92*bis* des Gesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen den Gemeinschaften und Regionen genehmigt, Zusammenarbeitsabkommen abzuschließen, die sich unter anderem auf die Schaffung und gemeinsame Verwaltung von Diensten und Einrichtungen, auf die gemeinsame Ausübung eigener Zuständigkeiten oder auf die Entwicklung gemeinsamer Initiativen beziehen;

In der Erwägung, dass es Ziel des vorliegenden Abkommens ist, eine gemeinsame Initiative in Sachen Datenaustausch in die Tat umzusetzen und diesbezüglich die gemeinsame Verwaltung zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass es interessant ist, zwecks der Verstärkung der Synergien zwischen den beiden Einrichtungen eine Kohärenz und eine Komplementarität zwischen den geführten Aktionen zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass dieser Wille ebenfalls großenbedingte Kosteneinsparungen zum Ziel hat;

Aufgrund der Vereinbarungsprotokolle Nrn. 582 und 411 der am 5. Oktober 2012 gemeinsam versammelten Sektorenausschüsse XVI und XVII;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 23. Mai 2013;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 23. Mai 2013;

Die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten;

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten.  
Haben Folgendes vereinbart:

## KAPITEL I — *Allgemeines*

### *Abschnitt 1 — Definition und Anwendungsbereich*

**Artikel 1** - Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen hat zum Ziel, für die von den beiden Parteien in Sachen Austausch authentischer Daten entwickelte gemeinsame Initiative einen Rahmen zu schaffen und die gemeinsame Verwaltung dieser Initiative zu formalisieren.

**Art. 2** - Im Sinne des vorliegenden Abkommens gelten folgende Definitionen:

1° "authentische Datenquelle": die aufgrund eines Dekrets oder eines Erlasses der Regierung einer der Parteien eingerichtete Datenbank, die Daten über natürliche oder juristische Personen enthält, die für die öffentlichen Behörden Einzelwert haben, da ihre Sammlung, Speicherung, Aktualisierung und Vernichtung ausschließlich von einer bestimmten öffentlichen Behörde, genannt Verwalter authentischer Quellen, übernommen werden, und die dazu bestimmt sind, von den öffentlichen Behörden wiederverwendet zu werden;

2° "Datenbank aus authentischen Quellen": die durch eine Dekretbestimmung eingerichtete Datenbank, die eine Reihe von Daten umfasst, die aus authentischen Quellen oder aus Verbindungen zwischen aus authentischen Quellen stammenden Daten stammen und deren Sammlung, Speicherung, Aktualisierung und Vernichtung ausschließlich von einer bestimmten öffentlichen Behörde, genannt Verwalter der Datenbank aus authentischen Quellen, übernommen werden, und die dazu bestimmt sind, von den öffentlichen Behörden wiederverwendet zu werden;

3° "Zentrale Datenaustauschbank": eine durch das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen eingerichtete Struktur, die dazu bestimmt ist:

a) eine vertrauenswürdige Drittperson zu sein, das heißt eine unabhängige vertrauenswürdige Einrichtung, die Dienstleistungen bietet, die die Zuverlässigkeit des elektronischen Datenaustauschs und der Datenspeicherung erhöhen, und die selber keine Aufgabe oder kein Interesse in Sachen reale Verarbeitung von personenbezogenen Datenfonds vorweist;

b) ein Integrator von Dienstleistungen zu sein, das heißt eine gesetzlich anerkannte Einrichtung, deren Hauptrolle es ist, den Austausch von aus authentischen Quellen oder von Datenbanken aus authentischen Quellen stammenden Daten zwischen den verschiedenen öffentlichen Behörden und föderalen Behörden zu organisieren und zu erleichtern, sowie hochabgesicherte Dienstleistungen für den Zugang zu authentischen Quellen unter Beachtung der Vorschriften zum Schutz der Privatsphäre zu bieten;

4° "eWBS": der gemeinsame Dienst zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft, der mit der administrativen Vereinfachung und elektronischen Verwaltung beauftragt und im Zusammenarbeitsabkommen vom 21. Februar 2013 zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft zur Organisation eines gemeinsamen Dienstes für die administrative Vereinfachung und elektronische Verwaltung genannt "e-Wallonie-Bruxelles Simplification", abgekürzt "eWBS", erwähnt ist;

5° "externe authentische Datenquelle": die Datenbank, die von einer der internationalen oder föderalen Ebene angehörenden Behörde, von einer anderen Gemeinschaft oder Region und von den diesen unterliegenden Einrichtungen oder juristischen Personen, sowie von den juristischen Personen privaten Rechts, die mit Aufgaben oder Aufträgen allgemeinen Interesses beauftragt sind, verwaltet wird;

6° "Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs": das unabhängige Organ, das mit der Regelung der Beziehungen zwischen der Zentralen Datenaustauschbank, den Benutzern, den authentischen Datenquellen, den Datenbanken aus authentischen Quellen und den öffentlichen Behörden, sowie zwischen den authentischen Datenquellen und den Datenbanken aus authentischen Quellen selbst beauftragt ist;

7° "Ausschuss für den Schutz des Privatlebens": der durch Artikel 23 des Gesetzes vom 8. Dezember über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten eingerichtete Ausschuss;

8° "öffentliche Behörde": für die Wallonische Region:

a) jeder mit einer Aufgabe öffentlichen Dienstes beauftragte wallonische Dienst, einschließlich der Einrichtungen öffentlichen Interesses der Wallonischen Region und sonstiger von der Wallonischen Region eingerichteter juristischer Personen, sowie aller, sowohl provinziellen als auch kommunalen, lokalen Behörden, die eine oder mehrere authentische Quellen zur Verfügung stellen oder die Daten über die zentrale Datenaustauschbank sammeln;

b) für die Französische Gemeinschaft: jeder mit einer Aufgabe öffentlichen Dienstes beauftragte Dienst, der von der Französischen Gemeinschaft abhängt, einschließlich der Einrichtungen öffentlichen Interesses der Französischen Gemeinschaft und sonstiger von der Französischen Gemeinschaft eingerichteter juristischer Personen, die eine oder mehrere authentische Quellen zur Verfügung stellen oder die Daten über die zentrale Datenaustauschbank sammeln;

9° "Benutzer": jede natürliche oder juristische Person, einschließlich der Unternehmen, Betriebe, Vereinigungen und aller Unterteilungen dieser Person selbst, die mit einer öffentlichen Behörde im Sinne von Punkt 8° supra im Rahmen einer Interaktion oder einer administrativen Anordnung betreffend den Datenaustausch zwischen authentischen Datenquellen, Datenbanken aus authentischen Quellen, externen authentischen Datenquellen und der zentralen Datenaustauschbank in Verbindung steht;

10° "Empfänger": jede Person, wie sie in Artikel 1, § 7 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten definiert wird;

11° "betroffene Person": die in Artikel 1, § 1 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten erwähnte Person;

12° "Datenverarbeitung": jede Verarbeitung, wie sie in Artikel 1, § 2 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten definiert wird;

13° "personenbezogene Daten": alle Daten, wie sie in Artikel 1, § 1 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten definiert werden;

14° "verschlüsselte personenbezogene Daten": die in Artikel 1, 3° des Königlichen Erlasses vom 13. Februar 2001 zur Ausführung des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten erwähnten Daten;

15° "anonyme Daten": die in Artikel 1, 5° des Königlichen Erlasses vom 13. Februar 2001 zur Ausführung des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten erwähnten Daten;

16° "empfindliche Daten": die in den Artikel 6 bis 8 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten und in den Artikeln 25 bis 27 des Königlichen Erlasses vom 13. Februar 2001 zur Ausführung des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten erwähnten Daten.

**Art. 3** - Das vorliegende Abkommen findet im Rahmen der Zuständigkeiten der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft auf jeden Austausch von Daten aus authentischen Datenquellen, von Datenbanken aus authentischen Quellen oder externen authentischen Quellen Anwendung.

#### *Abschnitt 2 — Grundsätze*

**Art. 4** - § 1. Die Umwandlung einer bestehenden Datenbank in eine authentische Quelle setzt voraus, dass die in ihr enthaltenen Daten an andere öffentliche Behörden übertragen und von diesen zu anderen als den von der ursprünglichen Datensammlung beabsichtigten Zwecken wiederverwendet werden.

Diese Übertragungen und Wiederverwendungen von Daten sind Weiterverarbeitungen unter Beachtung des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten.

§ 2. Im Rahmen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens gilt eine Weiterverarbeitung zu historischen, statistischen oder wissenschaftlichen Zwecken nicht als unvereinbar, wenn sie gemäß den in Kapitel II des Königlichen Erlasses vom 13. Februar 2001 zur Ausführung des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten festgelegten Bedingungen erfolgt.

Das durch das Dekret vom 4. Dezember 2003 eingerichtete "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (IWEPS) (Wallonisches Institut für Bewertung, Vorausschau und Statistik) ist als wallonisches Institut für Statistik die Einrichtung, auf die die statistische Geheimhaltung angewandt wird. Diese Geheimhaltung ist ebenfalls auf jede andere öffentliche Behörde mit denselben Zielsetzungen anwendbar, die in diesem Sinne von der Regierung eingerichtet worden wäre.

**Art. 5** - In der Ausübung ihrer Zuständigkeiten beachten die öffentlichen Behörden das Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten in seinen Anforderungen und seinen Durchführungserlassen, worunter der Grundsatz der Notwendigkeit, des Verwendungszwecks, der Rechtmäßigkeit, der Proportionalität, der Zulässigkeit, sowie der Transparenz.

**Art. 6** - Die öffentlichen Behörden, die befugt sind, authentische Daten über die zentrale Datenaustauschbank einzusehen, dürfen diese Daten nicht mehr unmittelbar bei anderen öffentlichen Behörden oder bei Benutzern fordern.

Sobald eine Datenangabe über die zentrale Datenaustauschbank zugänglich ist, sind die öffentlichen Behörden verpflichtet, sich für eine derartige Verwendung an diese zu wenden, außer in den durch oder aufgrund eines Gesetzes oder eines Dekrets festgelegten Ausnahmefällen.

Die über die zentrale Datenaustauschbank erhaltenen, aus authentischen Quellen stammenden Daten haben Beweiskraft bis zum Beweis des Gegenteils und unabhängig von dem Datenträger, auf dem die Übermittlung erfolgt.

Die Wallonische Regierung und die Regierung der Französischen Gemeinschaft können die Anwendung des vorliegenden Artikels für einen Übergangszeitraum von höchstens fünf Jahren ab der Bezeichnung der authentischen Quelle aus technischen oder organisatorischen Gründen und für alle oder nur für einige der öffentlichen Behörden aussetzen, um den öffentlichen Behörden zu ermöglichen, sich dort effektiv anzuschließen.

#### *KAPITEL II — Authentische Quellen und Datenbanken aus authentischen Quellen*

**Art. 7** - § 1. Durch ein Dekret oder, nach einem von den Regierungen im gemeinsamen Einvernehmen bestimmten Verfahren, durch einen Erlass der Regierung werden die authentischen Quellen ausgewählt, die dazu bestimmt sind, unter den von öffentlichen Behörden, die Daten sammeln und aktualisieren, verwalteten Datenbanken, Nachschlagequellen im Bereich der von ihnen verarbeiteten Daten zu werden.

Im Dekret bzw. Erlass zu dieser Auswahl wird u.a. Folgendes zu jeder authentischen Quelle angegeben:

- die Identität des mit der Sammlung und Speicherung authentischer Daten beauftragten Verwalters der authentischen Quelle;
- die Modalitäten, nach denen die Daten auf dem neuesten Stand gehalten und einsehbar gemacht werden, mit deren Speicherung der Verwalter der authentischen Quelle beauftragt ist, außer dessen gesetzmäßigen Verpflichtungen;
- der oder die von der authentischen Quelle bei ihrer Sammlung der von ihr verarbeiteten Daten verfolgte(n) Zweck(e);
- die Liste der Daten, die die authentische Quelle beinhaltet.

Jeder Erlass zur Auswahl einer authentischen Quelle wird vorab der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustausches ("Commission Wallonie-Bruxelles de contrôle des échanges de données") zur Begutachtung vorgelegt.

Die Daten sind für die öffentlichen Behörden kostenfrei einsehbar.

§ 2. Die Datenbanken aus authentischen Quellen dürfen nur aufgrund eines Dekrets eingerichtet werden.

Im Dekret wird u.a. Folgendes zu jeder Datenbank aus authentischen Quellen angegeben

- die Identität des mit der Sammlung und Speicherung authentischer Daten beauftragten Verwalters der Datenbank aus authentischen Quellen;
- die Modalitäten, nach denen die Daten auf dem neuesten Stand gehalten und einsehbar gemacht werden, mit deren Speicherung der Verwalter der authentischen Quelle beauftragt ist, zusätzlich zu dessen gesetzmäßigen Verpflichtungen;
- der oder die von der Datenbank aus authentischen Quellen bei ihrer Sammlung der von ihr verarbeiteten Daten aus authentischen Quellen verfolgte(n) Zweck(e);
- die Liste der Daten aus authentischen Quellen sowie der authentischen Quellen selbst, aus denen sie stammen, oder der Verbindungen zwischen Daten aus authentischen Quellen.

Jedes Dekret zur Einrichtung einer Datenbank aus authentischen Quellen wird vorab der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustausches zur Begutachtung vorgelegt.

Die Daten sind für die öffentlichen Behörden kostenfrei einsehbar.

**Art. 8 - § 1.** Die dazu befugten öffentlichen Behörden, Daten einzusehen, die durch eine authentische Quelle oder eine Datenbank aus authentischen Quellen zur Verfügung gestellt werden, dürfen diese Daten nicht mehr unmittelbar von den betroffenen Bürgern, Unternehmen, Organen oder Einrichtungen anfordern, außer wenn eine juristische oder technische Ausnahme den Zugang zu diesen Daten unmöglich macht.

§ 2. Wenn sie direkt bei Personen, Unternehmen, Organen oder Einrichtungen Informationen erfragen, haben die unter Paragraph 1 erwähnten öffentlichen Behörden zudem noch die Art Daten betreffend diese Personen, Unternehmen usw. anzugeben, die sie bei authentischen Quellen oder in Datenbanken aus authentischen Quellen eingesehen haben.

§ 3. Den Antrag auf Informationen, den sie an Personen, Unternehmen, Organe oder Einrichtungen richten, haben sie jeweils im Vorhinein mit Hilfe von Daten zu erfüllen, die sie bei authentischen Quellen oder in Datenbanken aus authentischen Quellen erhalten haben. Dabei haben sie die Herkunft dieser Daten zu nennen.

**Art. 9 - § 1.** Zusätzlich zu den Verpflichtungen, die sich aus dem Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten ergeben, hat jeder Verwalter einer authentischen Quelle oder einer Datenbank aus authentischen Quellen ggf. über die Zentrale Datenaustauschbank ("Banque-Carrefour d'échange de données") oder in Absprache mit ihr technische Mittel einzusetzen, die den betroffenen Personen die Möglichkeit anbieten, auf elektronischem Wege:

- ihre bei dieser authentischen Quelle aufbewahrten personenbezogenen Daten einzusehen, wenn diese in elektronischer Form verfügbar sind;
- die Berichtigung ihrer personenbezogenen Daten zu beantragen, wenn sie sich als ungenau, unvollständig oder unrichtig erweisen;
- in allen Fällen zu erfahren, welche Behörden, Organe und Personen ihre personenbezogenen Daten in den letzten sechs Monaten eingesehen oder aktualisiert haben, außer wenn es sich um die Verwaltungs- und Gerichtsbehörden, die mit der Untersuchung und der Ahndung von Delikten beauftragt sind, um die Staatssicherheit oder um den Allgemeinen Nachrichten- und Sicherheitsdienst der Streitkräfte handelt.

§ 2. Im gemeinsamen Einvernehmen bestimmen die Wallonische Regierung und die Regierung der Französischen Gemeinschaft die zur Ausübung des Einsichtnahme- und des Berichtigungsrechts im Sinne von § 1 erforderlichen technischen Mittel sowie die Regelung, der die Kenntnisnahme unterliegt.

Die Wallonische Regierung und die Regierung der Französischen Gemeinschaft können für einen Übergangszeitraum von weniger als einem Jahr ab der Auswahl einer authentischen Quelle gemäß Artikel 7 des vorliegenden Abkommens die Anwendung vorliegenden Artikels auf eine authentische Quelle im gemeinsam Einvernehmen aussetzen.

**Art. 10 - § 1.** Der Verwalter von authentischen Quellen oder Datenbanken aus authentischen Quellen:

- verarbeitet die personenbezogenen Daten gemäß dem Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten;
- sorgt jederzeit sowohl auf technischer als auch auf organisatorischer Ebene u.a. für die Qualität und die Sicherheit der Daten, da diese Aspekte für die Beachtung des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten notwendig sind;
- arbeitet mit der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustausches zusammen, indem er ihr die Informationen zur Verfügung stellt, die diese zur Ausführung ihrer Aufgaben benötigt, und ihr Zugang zu den Akten und Systemen der Informationsverarbeitung gewährt, sobald die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustausches es beantragt;
- archiviert die Geschichte der Daten, sofern dies unter Berücksichtigung der angegebenen Zielsetzung erforderlich ist.

§ 2. Wenn der Empfänger der Daten deren Ungenauigkeit, Unvollständigkeit oder Unrichtigkeit feststellt, so hat er die Verpflichtung, den Verwalter authentischer Quellen oder den Verwalter der Datenbank aus authentischen Quellen in Kenntnis davon zu setzen, der seinerseits verpflichtet ist, dem Folge zu leisten.

Im gemeinsamen Einvernehmen bestimmen die Wallonische Regierung und die Regierung der Französischen Gemeinschaft die Modalitäten hinsichtlich dieses In-Kennntnis-Setzens und der Verpflichtung, ihm Folge zu leisten.

### KAPITEL III — Die Zentrale Datenaustauschbank

#### Abschnitt 1 — Allgemeines und Aufgaben

**Art. 11 - § 1.** Nach den durch vorliegendes Abkommen festgelegten Modalitäten wird eine Zentrale Datenaustauschbank innerhalb von eWBS eingerichtet; nichtsdestoweniger verfügt sie über die notwendige Selbständigkeit, um ihre Aufgaben zu erfüllen.

In dem Erlass zur Festlegung des Stellenplans von eWBS legt die Wallonische Regierung den Stellenplan der Zentralen Datenaustauschbank unter Berücksichtigung der in Artikel 19 vorliegenden Abkommens festgesetzten Organisation fest, nachdem die Regierung der Französischen Gemeinschaft ihr Einverständnis dazu gegeben hat.

§ 2. Die Zentrale Datenaustauschbank ist damit beauftragt:

- 1) eine gemeinsame Strategie zu entwickeln in Sachen gemeinsame Nutzung von Daten in den Bereichen, die mit den jeweiligen Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zusammenhängen;
- 2) die Homogenität der Politik und deren Kohärenz mit dieser gemeinsamen Strategie zu fördern und dafür zu sorgen;
- 3) den Einrichtungen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft bei der Durchführung dieser gemeinsamen Strategie Beistand zu leisten;
- 4) die Normen, Standards und Grundstruktur zu entwickeln, die für einen wirksamen Einsatz der Informations- und Kommunikationstechnologie zur Unterstützung dieser Strategie erforderlich sind, und deren Beachtung zu überwachen;
- 5) die Projekte und Dienste zu entwickeln, die möglicherweise alle öffentlichen Behörden mit einschließen könnten, und die diese gemeinsame Strategie unterstützen;
- 6) aus authentischen Quellen bzw. Datenbanken aus authentischen Quellen hinaus den Austausch von Daten zu ermöglichen;
- 7) die Zusammenarbeit mit den anderen Behörden in Sachen gemeinsame Nutzung von Daten zu leiten.

Im Rahmen letzterer Aufgabe hat die Zentrale Datenaustauschbank:

a) technische Mittel einzusetzen, um zwischen ihr und den authentischen Quellen, zwischen ihr und den Datenbanken aus authentischen Quellen, zwischen ihr und den öffentlichen Behörden und zwischen ihr und den Empfängern Informationen austauschen zu können;

b) in Zusammenarbeit mit dem Wallonischen Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik ("Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique", IWEPS) Initiativen in Sachen Standardisierung der Daten und Kennzeichnung der authentischen Quellen und Datenbanken aus authentischen Quellen zu ergreifen;

c) ein Datendepot aus den verfügbaren Daten zu verwalten und ein Verzeichnis der authentischen Quellen und Datenbanken aus authentischen Quellen sowie der Daten, die sie beinhalten, auf dem neuesten Stand zu halten, zusammen mit einem Register der Verbindungsleitungen, in dem ein Kataster des Datenzuflusses und -abflusses der authentischen Quellen und der Datenbanken aus authentischen Quellen anzulegen ist, der den Bürgern zugänglich sein muss;

d) allgemeine Hilfeleistung an authentischen Quellen und Datenbanken aus authentischen Quellen sowie bei deren Einrichtung zu erbringen, einschließlich der Möglichkeit, ihnen Dienste zu erweisen;

e) ein Register der Datenquellen, die authentisch werden könnten, zu erstellen und auf dem neuesten Stand zu halten, wobei sie die nötigen Mittel anwenden kann, damit diese Quellen authentisch werden;

f) die Förderung, Betreuung und Koordinierung authentischer Datenquellen bei den öffentlichen Behörden;

g) auf der Grundlage einer Aufgabenverteilung klare Vereinbarungen zwischen den betroffenen Parteien hinsichtlich folgender Aspekte zu treffen:

- wer welche Authentifizierungen, Überprüfungen und Kontrollen durch welche Mittel vornimmt, und wer dafür die Verantwortung trägt;

- der Art und Weise, auf die die Ergebnisse der Authentifizierungen, die durchgeführten Überprüfungen und Kontrollen auf abgesicherte Weise zwischen den betroffenen Parteien elektronisch ausgetauscht und aufbewahrt werden können;

- die Aufnahme und Verwaltung der Spuren;

- die Art und Weise, auf die infolge einer Beschwerde oder auf Initiative einer betroffenen Partei bzw. Kontrolleinrichtung dafür zu sorgen ist, dass im Rahmen einer Untersuchung eine vollständige Rekonstruktion dessen durchgeführt werden kann, welche natürliche Person sich auf einen bestimmten Dienst oder eine bestimmte Transaktion betreffend einen bestimmten Bürger oder ein bestimmtes Unternehmen berufen hat, und wann, durch welche Kanäle und zu welchen Zwecken;

h) gemäß dem Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten ein Referenzverzeichnis zu führen, das die Instanzen nennt, bei denen bestimmte Datentypen über bestimmte Personen, Unternehmen oder Einrichtungen aufbewahrt werden, oder das auf die Datenquelle verweist, bei der diese Daten eingesehen werden können, oder das für jede natürliche Person bzw. jedes Unternehmen angibt, welche Datentypen bestimmten Instanzen oder externen Behörden zur Verfügung gestellt werden und für welchen Zeitraum, und zu welchem Zweck die Instanz oder externe Behörde diese Daten benötigt, und zudem ein Verzeichnis der Befugnisse zu führen zur Angabe dessen, wem unter welchen Bedingungen bestimmte Daten zugänglich sind. Die Implementierung des Referenzverzeichnisses und des Verzeichnisses der Befugnisse darf nur nach Begutachtung durch die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustausches vorgenommen werden.

**Art. 12** - § 1. Die Zentrale Datenaustauschbank wird von den Verwaltern von authentischen Datenquellen und Datenbanken aus authentischen Quellen befugt, die in besagten Quellen oder Banken enthaltenen Daten einzusehen, zu kopieren und zu übertragen.

Die Verwalter sprechen sich mit der Zentralen Datenaustauschbank im Hinblick auf die Einsetzung des technischen Zugangs zu diesen Daten ab.

§ 2. Die öffentlichen Behörden benutzen die Zentrale Datenaustauschbank, um zu den authentischen Datenquellen und zu den Datenbanken aus authentischen Quellen zu gelangen, sowie zu den externen authentischen Datenquellen, außer wenn dieser Zugang technisch unmöglich ist, und außer in Ausnahmefällen, die durch oder kraft eines Gesetzes oder eines Dekrets festgelegt wurden.

§ 3. Jede öffentliche Behörde, der die authentischen Datenquellen und die Datenbanken aus authentischen Quellen zugänglich sind, ernannt unter deren Personalmitgliedern einen Berater in Sachen Informationssicherheit und Schutz des Privatlebens, der insbesondere die Tätigkeit eines Datenschutzbeauftragten im Sinne von Artikel 17bis des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten ausübt.

Jede öffentliche Behörde, der die authentischen Datenquellen und die Datenbanken aus authentischen Quellen zugänglich sind, ist verpflichtet:

1° die aufgrund ihrer Zuständigkeiten dazu befugten Personen, Zugang zu den personenbezogenen Daten zu erhalten oder diese übermittelt zu bekommen, namentlich zu bezeichnen und gemäß Artikel 16, § 2 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten zu informieren; sie werden eine Liste dieser Einrichtungen bzw. Beauftragten erstellen müssen;

2° die tatsächlich mit der Verarbeitung personenbezogener Daten befassten Personen eine Erklärung unterzeichnen zu lassen, in der diese sich zur Geheimhaltung der personenbezogenen Daten verpflichten.

**Art. 13** - Im Rahmen ihrer Aufgabe als Integrator von Dienstleistungen kann die Zentrale Datenaustauschbank in Absprache mit den externen authentischen Datenquellen die Speicherung der Daten vornehmen, die sie in Form von Kopien verarbeitet, um in Zukunft für effizientere Informationsübertragung zu sorgen, dies unter Einhaltung folgender Bedingungen:

- Sie darf eine erhaltene Information nicht verändern;

- Sie aktualisiert die Information unter Beachtung der diesbezüglich von den externen authentischen Datenquellen bestimmten Regeln;

- Sobald sie tatsächliche Kenntnis davon hat, dass die Information, die zu der Informationsübertragung Anlass gegeben hat, aus der externen authentischen Datenquelle entfernt oder unzugänglich gemacht worden ist oder dass eine Verwaltungs- bzw. Gerichtsbehörde verfügt hat, dass die Information zu entfernen oder unzugänglich zu machen sei, entfernt sie unverzüglich die von ihr gespeicherte Information bzw. sperrt den Zugang dazu.

Bei der Ausführung ihrer Aufgabe als Integrator von Dienstleistungen wird die Zentrale Datenaustauschbank im Rahmen ihrer Zuständigkeiten mit den anderen Integratoren von Dienstleistungen sowohl auf föderaler Ebene als auch auf Ebene der föderierten Gebietskörperschaften zusammenzuarbeiten haben, falls die öffentlichen Behörden sich an mehrere Integratoren von Dienstleistungen wenden müssen.

**Art. 14** - In Fällen, wo die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs nur die Übertragung verschlüsselter oder anonymisierter Daten genehmigt, hat die Zentrale Datenaustauschbank die Verschlüsselung und/oder Anonymisierung dieser Daten zu gewährleisten.

**Art. 15** - Die Zentrale Datenaustauschbank kann für die öffentlichen Behörden weitere Dienste leisten, wie z.B. die Aggregation von Daten aus unterschiedlichen authentischen Quellen.

Die Zentrale Datenaustauschbank kann Daten aus authentischen Quellen für Rechnung etwaiger authentischer Quellen speichern, die über die materiellen oder technischen Voraussetzungen zur Speicherung und Verbreitung ihrer Daten nicht verfügen.

**Art. 16** - Die Zentrale Datenaustauschbank, sowie das Wallonische Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik (IWEPS) oder jede andere öffentliche Behörde mit denselben Zielsetzungen, die in diesem Sinne von der Regierung zur statistischen Datenverarbeitung eingerichtet worden ist, hat personenbezogene Daten unter Beachtung des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens bezüglich der Verarbeitung personenbezogener Daten zu verarbeiten. Dabei sorgt sie jederzeit für die Sicherheit der Daten und ihrer Übertragung. Sie arbeitet mit der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs zusammen, stellt ihr die Informationen zur Verfügung, die diese zur Ausführung ihrer Aufgaben benötigt, und gewährt ihr Zugang zu den Akten und Systemen der Informationsverarbeitung, sobald sie es beantragt;

Bei der Ausführung ihrer Aufgaben hält die Zentrale Datenaustauschbank, sowie das Wallonische Institut für die Bewertung, Zukunftsforschung und Statistik (IWEPS) oder jede andere öffentliche Behörde mit denselben Zielsetzungen, die in diesem Sinne von der Regierung eingerichtet worden ist, die Vorschriften des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens bezüglich der Verarbeitung personenbezogener Daten ein.

**Art. 17** - In Absprache mit den authentischen Quellen entwickelt die Zentrale Datenaustauschbank technische Mittel, die den betroffenen Personen auf elektronischem Wege den Zugang zu deren bei ihr gespeicherten personenbezogenen Daten, wenn diese in elektronischer Form verfügbar sind, und zu den Informationen über die automatische Verarbeitung dieser Daten ermöglichen.

Die betroffene Person hat das Recht, in allen Fällen zu erfahren, welche öffentliche Behörden in den letzten sechs Monaten ihre Daten eingesehen oder aktualisiert haben. Den Zugang zu diesen Informationen erhält sie durch den Kataster der Datenflüsse, den die Zentrale Datenaustauschbank zu führen hat.

Die betroffenen Personen haben das Recht, diese Daten zu berichtigen, wenn diese ungenau, unvollständig oder unrichtig aufgeführt sind.

**Art. 18** - Die Zentrale Datenaustauschbank kann technische Mittel entwickeln, um der Öffentlichkeit Informationen zur Verfügung zu stellen, die keine personenbezogenen Daten sind.

Die Zentrale Datenaustauschbank kann Partnerschaften mit privaten Partnern schließen, um die Veröffentlichung dieser Informationen leichter zu machen.

#### *Abschnitt 2 — Arbeitsweise*

**Art. 19** - § 1. Zur Organisation der Zentralen Datenaustauschbank gehören folgende Aspekte:

- Alle Aufgaben in den Bereichen des Projektmanagements (Koordinierung, Förderung und Beratung), der rechtlichen Begleitung und der horizontalen Dienste werden von einem innerhalb von eWBS eingerichteten Organisationszentrum übernommen.

- Technische Aufgaben, vor allem Entwicklungs- und Betriebsaufgaben werden von einem IT-Zentrum übernommen.

§ 2. Was die Wallonische Region angeht, stützt sich das IT-Zentrum auf die Dienststellen der Wallonischen Regierung, die mit der verwaltungsbezogenen Datenverarbeitung beauftragt sind, und was die Französische Gemeinschaft angeht, auf das öffentliche Unternehmen für neue Informations- und Kommunikationstechnologien ("Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication", ETNIC).

Die Koordinierung beider in § 1 erwähnten Zentren wird an einer zentralisierten Schnittstelle erfolgen, die sich aus Vertretern beider Zentren zusammensetzt.

§ 3. Es wird ein strategischer Ausschuss für die Zentrale Datenaustauschbank gegründet.

Dieser ist mit der allgemeinen Lenkung der Zentralen Datenaustauschbank beauftragt: er bestimmt und bestätigt insbesondere deren Entwicklungsmöglichkeiten und deren mittel- bzw. langfristige Orientierungen, bestimmt, inwiefern die vom Organisationszentrum vorgeschlagenen Projekte unter Berücksichtigung verschiedener festzulegender Kriterien (erwarteter Nutzen, veranschlagte Kosten, verfügbare Haushaltsmittel, Einbeziehung der Akteure, usw.) in Rechnung zu ziehen sind oder nicht, und legt Prioritäten bei den ausgewählten Projekten fest.

Im gemeinsamen Einvernehmen legen die Regierungen der Parteien die Zusammensetzung dieses strategischen Ausschusses fest.

**Art. 20** - Die Sicherheitsberater von eWBS und vom IT-Zentrum setzen einen Sicherheitsausschuss für Angelegenheiten betreffend die Zentrale Datenaustauschbank zusammen.

Zu den Aufgaben dieses Sicherheitsausschusses gehört Folgendes:

1° Die Abgabe von Gutachten von Sachverständigen im Bereich der Informationssicherheit und die Sensibilisierung hierfür, wobei besonders auf die Sicherheit der Daten und des Netzes geachtet werden muss;

2° Die Erreichung einer kohärenten Vorgehensweise betreffend die Informationssicherheit;

3° Die erfolgreiche Erfüllung der ihm anvertrauten Aufgaben in Sachen Informationssicherheit.

**Art. 21** - Die Arbeitsweise und Aufgaben der Zentralen Datenaustauschbank werden durch die Mittel gedeckt, die zu Lasten der Haushalte der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft gehen, gemäß einer im gemeinsamen Einvernehmen von der Wallonischen Regierung und der Französischen Gemeinschaft bestimmten Verteilung.



Im gemeinsamen Einvernehmen setzen die Regierungen ebenfalls die Verteilung der der Zentralen Datenaustauschbank bewilligten Mittel unter das Organisationszentrum und das IT-Zentrum fest.

#### KAPITEL IV — *Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs*

**Art. 22 - § 1.** Es wird eine Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs bei dem Wallonischen Parlament und dem Parlament der Französischen Gemeinschaft, nachstehend „die Parlamente der Parteien“ genannt, gegründet.

Die Aufgabe der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs besteht darin, für die Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens über den Austausch von Daten aus authentischen Datenquellen und von Datenbanken aus authentischen Quellen auf homogene Weise in der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft zu sorgen.

In diesem Rahmen ist sie insbesondere zuständig, um:

- die Übertragungen von Daten aus authentischen Quellen oder von Datenbanken aus authentischen Quellen zu erlauben, außer wenn diese Übertragung bereits der Erlaubnis eines anderen Sektorenausschusses, der innerhalb des Ausschusses für den Schutz des Privatlebens errichtet wurde, unterliegt;
- die Rechtmäßigkeit der von den potentiellen Empfängern dieser Daten beabsichtigten späteren Verarbeitungen zu überprüfen;
- ein Kontrollorgan der von der Zentralen Datenaustauschbank geführten Tätigkeiten zur Gemeinsamen Nutzung der Daten zu sein.

Die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs weist Garantien der Unabhängigkeit und Unparteilichkeit hinsichtlich der authentischen Datenquellen, der Datenbanken aus authentischen Quellen, der Zentralen Bank für den Datenaustausch, der Körperschaften, die Kunden der authentischen Datenquellen und der Datenbanken aus authentischen Quellen sind, sowie der öffentlichen Behörden im Allgemeinen auf.

Innerhalb der Begrenzungen ihrer Aufgaben nehmen der Vorsitzende und die Mitglieder der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs Anweisungen von niemandem entgegen. Sie dürfen nicht infolge der Meinungen, die sie äußern, oder der Handlungen, die sie zur Erfüllung ihres Amtes vornehmen, ihrer Aufgaben entzogen werden.

**Art. 23 -** Der Zugang zu Daten persönlicher Arten aus einer authentischen Datenquelle oder einer Datenbank aus authentischen Quellen unterliegt einer vorherigen Erlaubnis der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs.

Diese Erlaubnis beruht auf einer vorherigen Überprüfung, die auf der Grundlage von Anforderungen erfolgt, die in dem Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens bezüglich der Verarbeitung personenbezogener Daten enthalten und in Artikel 4 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens aufgeführt sind.

Die Kontrolle betrifft die Übereinstimmung der Datenübertragung mit dem Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens bezüglich der Verarbeitung personenbezogener Daten, dem vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen und dessen Ausführungsmaßnahmen.

**Art. 24 - § 1.** Die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs ist ein unabhängiges Organ, das aus sechs effektiven Mitgliedern und sechs stellvertretenden Mitgliedern zusammengesetzt ist, die gemeinsam von den Parlamenten der Parteien für einen einmal erneuerbaren Zeitraum von sechs Jahren nach einem öffentlichen Bewerberaufruf und einem durch eine von den Parlamenten der Parteien erstellten und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichte spezifische Regelung festgelegten Auswahlverfahren bezeichnet werden.

Nach Konzertierung mit dem Ausschuss für den Schutz des Privatlebens bezeichnen die Parlamente der Parteien unter den effektiven und stellvertretenden Mitgliedern der französischsprachigen Sprachrolle dieses Ausschusses, drei Mitglieder der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs sowie ein stellvertretendes Mitglied für jedes von ihnen.

Die drei anderen Mitglieder der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs, unter denen der Vorsitzende, sind jeweils ein Jurist, ein Informatiker und eine Person, die eine berufliche Erfahrung in der Verwaltung von personenbezogenen Daten nachweisen kann. Sie werden durch die Parlamente der Parteien bezeichnet, die ebenfalls ein stellvertretendes Mitglied für jedes von ihnen bezeichnen.

Um als effektives oder stellvertretendes Mitglied bezeichnet zu werden und es zu bleiben, müssen die Bewerber die folgenden Bedingungen erfüllen:

- Belgier sein;
- im Besitz seiner zivilen und politischen Rechte sein;
- kein Mitglied eines Parlaments sein;
- kein Mitglied einer Regierung sein;
- alle Garantien bieten, die ihnen erlauben, ihre Aufgabe mit Unabhängigkeit zu erfüllen, und völlig kompetent in dem Bereich sein;
- kein Verwalter einer authentischen Datenquelle oder einer Datenbank aus authentischen Quellen sein;
- kein Mitglied der Zentralen Datenaustauschbank selbst, einer föderalen Zentralen Datenbank oder eines anderen Integrators von Dienstleistungen sein;
- kein Mitglied des in Artikel 30 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens erwähnten Verwalterausschusses sein.

Die stellvertretenden Mitglieder ersetzen die effektiven Mitglieder, wenn diese verhindert oder abwesend sind.

§ 2. Innerhalb der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs können die Parlamente der Parteien Kammer für spezifische Angelegenheiten einrichten.

§ 3. Das Sekretariat der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs wird von der Zentralen Bank für den Datenaustausch gewährleistet.

Das Sekretariat steht unter der Aufsicht und der Führung des Vorsitzenden der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs.

Der stellvertretende Vorsitzende und die effektiven oder stellvertretenden Mitglieder haben Anspruch auf Anwesenheitsgelder, deren Betrag durch die Parlamente der Parteien festgelegt wird. Dieser Betrag folgt der Entwicklung des Verbraucherpreisindex.

Der Vorsitzende hat Anspruch auf eineinhalb Mal den Betrag der Anwesenheitsgelder.

Alle Mitglieder haben Anspruch auf die Vergütungen für Fahrt- und Aufenthaltskosten gemäß den Bestimmungen, die auf das Personal der Dienststellen der Wallonischen Regierung für die Dienstgrade der Kategorie A Anwendung finden.

**Art. 25 - § 1.** Die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs stellt ihre allgemeine Dienstordnung innerhalb des Monats ihrer Einrichtung auf. Diese wird den Parlamenten der Parteien übermittleit.

In der allgemeinen Dienstordnung werden insbesondere die Regeln für die Vorbereitung der unterbreiteten Akten sowie die anzuwendenden Regeln, wenn ein Gutachten dringlich beantragt wird, angegeben.

Die Beschlüsse der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs sind nur dann gültig, wenn mindestens die Mehrheit ihrer Mitglieder anwesend ist. Sie beschließt mit absoluter Mehrheit. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden, oder, wenn er verhindert ist, seines Stellvertreters ausschlaggebend.

§ 2. Die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs gibt, entweder auf eigene Initiative oder auf Antrag der Regierungen oder der Parlamente der Parteien hin, Gutachten über den Schutz des Privatlebens im Rahmen des vorliegenden Abkommens und dessen Ausführungsbestimmungen ab.

Die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs muss zur Begutachtung herangezogen werden, bevor ein Beschluss zur Bezeichnung einer authentischen Datenquelle oder einer Datenbank aus authentischen Quellen im Sinne von Artikel 7 des vorliegenden Abkommens getroffen wird, sowie für jedes Dekret oder jeden Erlass, der die in dem vorliegenden Abkommen erwähnten Angelegenheiten betrifft.

Die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs gibt ihr Gutachten innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Zeitpunkt, an dem der Antrag auf Begutachtung vollständig ist, ab.

§ 3. Die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs gibt, entweder auf eigene Initiative oder auf Antrag der Regierungen oder der Parlamente der Parteien hin, Empfehlungen zu jeder Frage bezüglich der Anwendung der Grundsätze des Privatlebens im Rahmen des vorliegenden Abkommens und dessen Ausführungsbestimmungen ab.

§ 4. Die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs erteilt Erlaubnisse für jede Verarbeitung von personenbezogenen Daten, die durch eine regionale oder gemeinschaftliche authentische Datenquelle zur Verfügung gestellt wird, innerhalb von sechzig Tagen nach Empfang des vollständigen Antrags.

Bei der Untersuchung eines solchen Antrags stützt sich die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs auf die Anforderungen, die in dem Gesetz vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens bezüglich der Verarbeitung personenbezogener Daten enthalten sind.

Um bei der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs zulässig zu sein, muss ein Antrag auf Erlaubnis alle Daten enthalten, die für seine Untersuchung notwendig sind.

Die Kommission hat die Befugnis, eine Erlaubnis auszusetzen oder zu entziehen, wenn die Bedingungen für die Übertragung von dem Verwalter der authentischen Datenquelle oder der Datenbank mit Daten aus einer authentischen Datenquelle oder von dem Empfänger nicht beachtet wurden.

Die Regierungen bestimmen gemeinsam und nach Begutachtung durch die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs die Anwendungsbedingungen für diese Entzugsbefugnis.

§ 5. Die Gutachten, Empfehlungen und Erlaubnisse der Kommission werden mit Gründen versehen.

§ 6. Der Vorsitzende der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs führt und koordiniert die Konzertierung und die Zusammenarbeit der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs mit dem Ausschuss für den Schutz des Privatlebens.

Er sorgt für die Vereinbarkeit der Empfehlungen, Gutachten und Beschlüsse der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs und der ihm vorgelegten Dekret- oder Erlassentwürfe mit dem Gesetz über das Privatleben.

Der Vorsitzende kann die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs ersuchen, ein Gutachten, eine Empfehlung oder einen Beschluss zu verschieben, und die Akte der vorherigen Begutachtung durch den Ausschuss für den Schutz des Privatlebens zu unterbreiten.

Die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs ist verpflichtet, auf einfachen Antrag eines Betroffenen ein Gutachten zu verschieben.

In diesem Fall wird die Beratung über die Akte innerhalb der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs unterbrochen und die Akte dem Ausschuss für den Schutz des Privatlebens unverzüglich übermittleit.

Gibt der Ausschuss für den Schutz des Privatlebens kein Gutachten innerhalb von dreißig Kalendertagen ab Empfang der Akte ab, so gibt die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs ihr Gutachten oder ihre Empfehlung ab, oder trifft ihren Beschluss, ohne auf das Gutachten des Ausschusses für den Schutz des Privatlebens zu warten.

Die Stellung des Ausschusses für den Schutz des Privatlebens ist in dem Gutachten, der Empfehlung oder dem Beschluss der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs ausdrücklich wiederzugeben. Gegebenenfalls gibt die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs ausdrücklich die Gründe an, für welche sie sich der Stellung des Ausschusses für den Schutz des Privatlebens ganz oder teilweise nicht anschließt.

§ 7. Die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs führt ein Register der erteilten Erlaubnisse sowie der Gutachten und Empfehlungen und der Aussetzungen und Entzüge von Erlaubnissen. Dieses Register ist nach den von den Regierungen erlassenen Modalitäten der Öffentlichkeit zugänglich gemacht.

**Art. 26 -** Die Kommission ist zuständig, um die Beschwerden jeder Person, die ihre Identität und ein Interesse nachweist, gegen eine öffentliche Behörde, die die in Artikel 25, § 4 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens vorgesehene Erlaubnis unrichtig ausgeführt hätte, entgegenzunehmen, unbeschadet des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens bezüglich der Verarbeitung personenbezogener Daten.

Das Verfahren ist durch die allgemeine Dienstordnung geregelt. Diese sieht die Ausübung eines Verteidigungsrechts vor.

**Art. 27** - Im Rahmen ihrer Aufgaben verfügt die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs über eine Ermittlungsbefugnis, und die öffentlichen Behörden müssen ihr alle notwendigen Auskünfte und Zugänge liefern, jedesmal sie es beantragt.

**Art. 28** - Die Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs legt den Parlamenten der Parteien einen Jahresbericht über ihre Tätigkeiten des Vorjahres vor.

**Art. 29** - Die für die Arbeit der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs notwendigen Mittel gehen zu Lasten der Haushalte der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft.

Sie werden in gegenseitigem Einvernehmen zwischen der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft verteilt.

#### KAPITEL V — *Der Verwalterausschuss*

**Art. 30** - Es wird ein Verwalterausschuss für die gemeinsame Nutzung von Daten eingerichtet.

Er setzt sich aus mindestens einem Vertreter jedes Pols der Zentralen Bank für den Datenaustausch und einem Vertreter der verschiedenen authentischen Datenquellen oder Datenbanken mit Daten aus einer authentischen Datenquelle zusammen.

Andere Vertreter der öffentlichen Behörden können ebenfalls an den Arbeiten des Verwalterausschusses mit einbezogen werden.

**Art. 31** - Der Vorsitz und das Sekretariat des Verwalterausschusses werden von der Zentralen Datenaustauschbank gewährleistet.

**Art. 32** - Der Verwalterausschuss kommt mindestens einmal im Jahr auf Initiative des Vorsitzes zusammen oder jedesmal, wenn ein Mitglied des Ausschusses es beantragt.

**Art. 33** - Der Verwalterausschuss berät die Zentrale Datenaustauschbank, was das Folgende betrifft:

1) den möglichen Zugang zu authentischen Datenquellen oder Datenbanken aus authentischen Quellen über die Datenaustauschbank;

2) die eventuelle Anpassung der authentischen Datenquellen oder Datenbanken aus authentischen Quellen, so dass soweit möglich nur authentische Daten zugänglich gemacht werden;

3) die Verwendung der Verweise auf die authentischen Daten in der authentischen Datenquelle, was die Daten betrifft, die authentische Daten ganz oder teilweise in einer authentischen Datenquelle decken;

4) die Teilung der Verantwortung zwischen der Zentralen Datenaustauschbank, den authentischen Datenquellen und den Datenbanken aus authentischen Quellen, unter Berücksichtigung der ihnen durch das vorliegende Abkommen erteilten Befugnisse.

Der Verwalterausschuss berät über Initiativen, die auf die Förderung und die Erhaltung der Zusammenarbeit in Sachen Gemeinsamen Nutzung von Daten abzielen, und über Initiativen, die zu einer legitimen und vertraulichen Verarbeitung der Daten beitragen können.

Der Verwalterausschuss gibt außerdem Gutachten ab oder äußert Empfehlungen in Sachen Informatisierung oder zusammenhängende Probleme.

**Art. 34** - Der Benutzerausschuss kann in seiner Mitte Arbeitsgruppen einrichten, denen er spezifische Aufgabe anvertraut.

#### KAPITEL VI — *Schlussbestimmungen*

**Art. 35** - Die Regierungen werden das vorliegende Abkommen und dessen Ausführungsmaßnahmen regelmäßig und zum ersten Mal drei Jahre nach seinem Inkrafttreten bewerten.

Der Bewertungsbericht wird den Parlamenten der Parteien übermittelt.

**Art. 36** - Die Aufgaben der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs oder einer bzw. mehrerer spezifischen Kammern dieser Kommission können in Ausführung eines zwischen der Föderalen Behörde, den Gemeinschaften und Regionen abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens einem in dem Ausschuss für den Schutz des Privatlebens gegründeten gemeinsamen Sektorenausschuss im Sinne des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 über den Schutz des Privatlebens bezüglich der Verarbeitung personenbezogener Daten übertragen werden.

Die Regierungen der Parteien bestimmen, zu welchem Zeitpunkt die Aufgaben und Zuständigkeiten der Kommission Wallonie-Brüssel für die Kontrolle des Datenaustauschs oder einer bzw. mehrerer spezifischen Kammern dieser Kommission dem in Absatz 1 erwähnten gemeinsamen Sektorenausschuss übertragen werden.

**Art. 37** - Über die Streitfälle zwischen den unterzeichnenden Parteien des vorliegenden Abkommens wird gemeinsam durch die Regierungen entschieden.

**Art. 38** - Vorliegendes Abkommen wird auf unbestimmte Zeit abgeschlossen.

Es tritt am 1. Januar des Jahres, das auf die letzte Zustimmung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens folgt, in Kraft.

Namur, den 23. Mai 2013

Für die Wallonische Region:

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Für die Französische Gemeinschaft:

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204168]

**23 MEI 2013. — Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap over het opstarten van een gemeenschappelijk initiatief om gegevens te delen en over het gemeenschappelijk beheer van dit initiatief**

Gelet op de Belgische Grondwet, zoals gecoördineerd op 17 februari 1994, inzonderheid op artikelen 121 tot 133 en 134 tot 140 ervan;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 92bis;

Gelet op de wet van 8 december 1992 op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

Gelet op het samenwerkingsakkoord tussen de federale, gewestelijke en gemeenschappelijke overheden teneinde de initiatieven te harmoniseren en te uitlijnen om een geïntegreerd e-government te verwezenlijken;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 21 februari 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap tot organisatie van een gemeenschappelijke dienst inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie, "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" (e-Wallonië-Brussel Vereenvoudiging) genoemd, afgekort "eWBS";

Overwegende dat de administratieve vereenvoudiging omschreven wordt als een geheel van stappen waardoor de administratieve formaliteiten die een gebruiker moet vervullen om aan de door de autoriteiten opgelegde regels te voldoen, verlicht en vereenvoudigd worden;

Dat e-government dan weer omschreven wordt als het gebruik van de Informatie- en Communicatietechnologieën (TIC) door de besturen ter verbetering van de openbare diensten en de democratische processen en ter versterking van de ondersteuning van de openbare beleidslijnen;

Overwegende dat de vereenvoudiging van de stappen ten gunste van de gebruiker zich als een verplichting opdringt daar, in tegenstelling tot de privé-sector, de gebruiker die in contact is met het bestuur de dienstverlener niet mag kiezen, maar ook omdat de internationale context, met name de Europese context, voor een vermindering van de administratieve lasten pleit;

Dat meer efficiënte en productieve openbare diensten noodzakelijk zijn, in het bijzonder voor ondernemingen maar ook voor de andere gebruikers: vereenvoudigde stappen en diensten besparen de gebruikers een hele reeks improductieve modaliteiten en administratieve rompslomp die hun activiteit belemmeren en ze in hun actie benadelen;

Dat de vereenvoudiging van de stappen voor de gebruikers zich tot slot als een opportuniteit opdringt daar ze de besturen de kans biedt om hun handelswijze opnieuw uit te denken waarbij ze hun opdrachten in overeenstemming met de werkelijke behoeften van de gebruikers vervullen;

Overwegende dat de prioritaire doelstelling erin bestaat de administratieve lasten voor de gebruiker te verminderen, waarbij zoveel mogelijk voorkomen moet worden dat die lasten aan de administratie overgedragen worden;

Overwegende dat de acties die inzake de administratieve vereenvoudiging en de e-government gevoerd worden, die door de Belgische federale structuur bepaalde opgelegde institutionele afbakeningen overschrijden;

Dat zowel het Waalse Gewest als de Franse Gemeenschap van de administratieve vereenvoudiging en de e-government een belangrijke uitdaging hebben gemaakt en dat ze hun acties in die domeinen op lange termijn hebben uitgestippeld, waarbij ze volkomen rekening houden met de verminderingsuitdagingen van de administratieve taken zoals ze met name op Europees niveau zijn bepaald;

Overwegende dat de vereenvoudigingsaanvraag des te meer verantwoord is daar een groot deel van de vereiste inlichtingen in handen zijn van de besturen;

Dat een deel van de inhoud van een administratief dossier aldus wijst op gegevens die overigens reeds beschikbaar zijn binnen het Bestuur in het algemeen;

Dat wat op het eerste gezicht op een paradox kan lijken, geen contradictie meer is wanneer op de versnippering van de informatie tussen diensten van verschillende beleidsniveaus (federaal, gewestelijk, gemeentelijk, enz.) of zelfs binnen eenzelfde beleidsniveau wordt gewezen;

Overwegende dat de doelstelling is dat de besturen op termijn de gegevens waarover ze reeds beschikken of waarover een ander bestuur of een databank beschikt niet meer verzamelen en dat er slechts voor de gegevens die niet elders beschikbaar zijn een beroep op de gebruikers zou worden gedaan;

Dat een concrete toepassing van dit principe voor de ondernemingen in het kader van de overheidsopdrachten reeds actueel is, waarbij het bestuur ermee belast is tijdens de kwalitatieve selectiefase van de procedure voor de gunning van de opdracht;

Overwegende dat het actieplan e-government 2011-2015 van de Europese Commissie erin voorziet dat "de geplande acties de lidstaten moeten helpen om hun onnuttige administratieve lasten te schrappen. Dat is mogelijk, waarbij met name ervoor gezorgd wordt dat de openbare overheden de beschikbare personele informatie op intelligente wijze gebruiken en dat het principieel van de registratie van de gegevens eens en voor altijd wordt toegepast, krachtens welk de inlichtingen vereist door de particulieren slechts één keer worden verzameld, op voorwaarde dat de eisen inzake de bescherming van de gegevens en van de persoonlijke levenssfeer worden vervuld";

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 28 september 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse, de Franse en de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de principes voor een geïntegreerd e-government en de bouw, het gebruik en beheer van ontwikkelingen en diensten van een geïntegreerd e-government bepaalt hetgeen volgt :

"Partijen erkennen dat het actief uitwisselen van informatie, het gebruik van authentieke bronnen en de eenmalige inzameling van gegevens die ter beschikking worden gesteld van alle overheden en overheidsdiensten een sleutelsteen van geïntegreerde e-government processen en -toepassingen vormen.

Dit betekent onder meer ook dat binnen elke overheid moet worden vastgesteld welke gegevens of gegevenscategorieën door welke overheidsdienst in hun authentieke vorm worden opgeslagen en up-to-date gehouden. Dit, zo veel mogelijk in samenspraak met en rekening houdend met de behoeften van alle andere overheidsdiensten. Hierdoor hoeven de andere overheidsdiensten die deze gegevens nodig hebben in staat worden gesteld te bepalen bij welke overheidsdienst ze deze authentieke gegevens kunnen betrekken, moeten zij deze gegevens slechts bewaren gedurende de tijd nodig voor de uitvoering van hun opdrachten, en hoeven zij zich niet te bekommeren om het bijhouden van de historiek van deze gegevens.

Iedere Partij bij dit samenwerkingsakkoord blijft evenwel verantwoordelijk voor het beheer van de gegevens waarvoor zij ingevolge een wettelijke of reglementaire bepaling bevoegd is. (...)

De Partijen verbinden zich ertoe steeds de nodige organisatorische, technische en administratieve maatregelen te treffen om de integriteit, beveiliging en vertrouwelijkheid van de informatie en de gegevens van welke aard dan ook waarvan zij naar aanleiding van het ondernemen van gemeenschappelijke acties kennis krijgen, te verzekeren. De Partijen garanderen steeds de naleving van de wetten, reglementen en richtlijnen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.”;

Overwegende dat in 2008 de voorstellen van acties opgenomen in een studie van de OESO over het elektronisch bestuur in België met name bepalen dat: “de Belgische gouvernementele overheden zouden moeten overwegen om de synergieën rond een centrale visie en gemeenschappelijke strategische doelstellingen te verstevigen. De operationele samenwerking inzake elektronisch bestuur is heilzaam gebleken...” en dat “om de werking van de diensten van begin tot eind te verzekeren, alle gouvernementele overheden moeten streven naar een gemeenschappelijk algemeen platform dat betrekking heeft op het juridisch en reglementair kader voor elektronisch bestuur, met name de ontwikkeling, invoering en gebruik ervan.”;

Overwegende dat in het kader van hun Gewestelijke en Gemeenschappelijke Beleidsverklaringen, de Regeringen zich ertoe hebben verbonden om het beginsel van “authentieke gegevens” die de gebruiker slechts één keer zal verstrekken, uit te voeren, en om met de andere beleidsniveaus ervoor te zorgen dat dezelfde informatieplicht niet meerdere keren wordt opgelegd;

Overwegende dat de doelstelling van dit samenwerkingsakkoord is een juridisch kader te creëren om de informatie-uitwisselingen tussen de openbare besturen met inachtneming van de regels betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer te vergemakkelijken;

Dat die vergemakkelijking van de uitwisselingen zal worden uitgevoerd door de invoering van een platform voor de uitwisseling van gegevens tussen besturen dat een kruispunt voor de gegevensuitwisseling (genoemd Kruispuntbank voor gegevensuitwisseling) zal zijn en door het instellen van de authentieke bronnen die zorgen voor de kwaliteit van de gehouden gegevens die behandeld en tussen de besturen uitgewisseld worden;

Dat de eenmalige gegevensinzameling één van de wezenlijke middelen is om de lasten te beperken, waarbij de door de besturen opgelegde procedures worden nageleefd;

Dat het principe van de authentieke bron van de gegevens een fundamenteel element is van de e-government;

Dat het de bedoeling is een modern en performant technologisch instrument te creëren en uit te voeren om de zogenaamde “administratieve” lasten die de gebruikers belemmeren, aanzienlijk te verlichten en voortdurend te streven naar de informatica-verbetering van het beheer van de gegevens;

Dat de Kruispuntbank voor gegevensuitwisseling alleen dienst doet als kruispuntorgaan waardoor elke gegevensuitwisseling tussen de authentieke bronnen en de databanken van authentieke bronnen gewoonlijk moet gebeuren;

Dat het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap wegens hun bevoegdheidsdomeinen zich volkomen bewust zijn van de noodzaak om er alles voor te doen om de adequatie tussen hun diensten en de verwachtingen van de maatschappij te versterken;

Overwegende dat artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen de Gewesten en Gemeenschappen toelaat om samenwerkingsakkoorden te sluiten die met name betrekking hebben op de oprichting en het gezamenlijke beheer van diensten en instellingen, op de gezamenlijke uitoefening van eigen bevoegdheden of op de ontwikkeling van gemeenschappelijke initiatieven;

Dat dit akkoord als doel heeft een gemeenschappelijk initiatief te concretiseren inzake het delen van gegevens en het gezamenlijke beheer ervan te waarborgen;

Dat het belangrijk is, met het oog op versterkte samenwerkingen tussen beide entiteiten, te zorgen voor samenhang en complementariteit tussen de acties;

Dat die wil ook in de lijn ligt van een doelstelling die schaalbesparingen nastreeft;

Gelet op de protocollen nr. 582 en 411 van de Sectorcomités nr. XVI en XVII, gezamenlijk verenigd op 5 oktober 2012;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 23 mei 2013;

Gelet op de beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 mei 2013;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van zijn Minister-President;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President,

Zijn overeengekomen wat volgt :

## HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

### Afdeling 1. — Begripsomschrijving en toepassingsgebied

**Artikel 1.** Dit samenwerkingsakkoord heeft als doel het gemeenschappelijke initiatief van beide partijen inzake het delen van authentieke gegevens te omkaderen en het gezamenlijke beheer van dit initiatief te formaliseren.

**Art. 2.** In de zin van dit akkoord wordt verstaan onder :

1° “authentieke gegevensbron” : databank ingesteld krachtens een decreet of een besluit van de Regering van één van de partijen, die de gegevens betreffende natuurlijke of rechtspersonen bevat, die een enige waarde hebben voor de openbare overheden daar hun inzameling, opslag, bijwerking en schrapping uitsluitend door een bepaalde openbare overheid, genoemd, beheerder van authentieke bron, worden waargenomen en die bestemd zijn om door de openbare overheden opnieuw gebruikt te worden;

2° “bank van gegevens van authentieke bronnen” : databank ingesteld krachtens een decretale bepaling, die een geheel van gegevens van authentieke bronnen of van verbindingen tussen de gegevens van authentieke bronnen bevat, waarvan de inzameling, de opslag, de bijwerking en de schrapping uitsluitend door een bepaalde openbare overheid, genoemd, beheerder van databank van authentieke bronnen, worden waargenomen en die bestemd zijn om door de openbare overheden opnieuw gebruikt te worden;

3° "Kruispuntbank voor gegevensuitwisseling" : structuur ingesteld bij dit samenwerkingsakkoord om de rol te spelen van :

a) een derde vertrouwenspersoon, namelijk een onafhankelijke vertrouwensentiteit die diensten biedt, die de betrouwbaarheid van de elektronische gegevensuitwisseling en van de registratie van gegevens vergroten en die zelf geen opdracht, noch belang heeft inzake de reële verwerking van persoonlijke gegevens;

b) een dienstenintegrator, namelijk een wettelijk erkende instelling waarvan het de hoofdrol de uitwisseling is van gegevens van authentieke bronnen of databank van authentieke bronnen te organiseren en te vergemakkelijken tussen de verschillende openbare overheden en federale overheden, alsmede hoogst beveiligde diensten voor de toegang tot de authentieke bronnen te bieden met inachtneming van de voorschriften van de persoonlijke levenssfeer;

4° "eWBS" : de gemeenschappelijke dienst tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap belast met de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 21 februari 2013 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap tot organisatie van een gemeenschappelijke dienst inzake de administratieve vereenvoudiging en de elektronische administratie, "e-Wallonie-Bruxelles Simplification" (e-Wallonië-Brussel Vereenvoudiging) genoemd, afgekort "eWBS";

5° "externe authentieke gegevensbron" : databank beheerd door een internationale of een federale overheid, een andere Gemeenschap of een ander Gewest en de instellingen of de rechtspersonen die daaronder ressorteren, alsmede de privaatrechtelijke rechtspersonen die belast zijn met taken of opdrachten van algemeen belang;

6° "Commissie Wallonië-Brussel voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen" : onafhankelijk orgaan belast met het regelen van de betrekkingen tussen de Kruispuntbank voor gegevensuitwisseling, de gebruikers, de authentieke gegevensbronnen, de banken van gegevens van authentieke bronnen en de openbare overheden, alsmede tussen de authentieke gegevensbronnen en de banken van gegevens van authentieke bronnen zelf;

7° "Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer" : de commissie opgericht bij artikel 23 van de wet van 8 december 1992 op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

8° "openbare overheid" :

a) voor het Waalse Gewest : elke Waalse dienst belast met een openbare opdracht, met inbegrip van de instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest en andere rechtspersonen samengesteld door het Waalse Gewest, alsmede alle, zowel provinciale als gemeentelijke, plaatselijke besturen die één of verschillende authentieke bronnen ter beschikking stellen of die gegevens via de Kruispuntbank voor gegevensuitwisseling inzamelen;

b) voor de Franse Gemeenschap : elke dienst van de Franse Gemeenschap belast met een openbare opdracht, met inbegrip van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap en andere rechtspersonen samengesteld door de Franse Gemeenschap, alsmede alle, zowel provinciale als gemeentelijke, plaatselijke besturen die één of verschillende authentieke bronnen ter beschikking stellen of die gegevens via de Kruispuntbank voor gegevensuitwisseling inzamelen;

9° "gebruiker" : elke natuurlijke of rechtspersoon, met inbegrip van de ondernemingen, inrichtingen, verenigingen en alle subdivisies van die persoon zelf, die in contact is met een in 8° bedoelde openbare overheid in het kader van een interactie of een administratieve voorziening die de gegevensuitwisseling tussen authentieke gegevensbronnen, banken van gegevens van authentieke bronnen, externe authentieke gegevensbronnen en de Kruispuntbank voor gegevensuitwisseling impliceert;

10° "ontvanger" : elke persoon zoals bepaald in artikel 1, § 7, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

11° "betrokken persoon" : de persoon bedoeld in artikel 1, § 1, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

12° "verwerking van gegevens" : elke verwerking zoals bepaald in artikel 1, § 2, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

13° "persoonsgegevens" : elk gegeven zoals bepaald in artikel 1, § 1, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

14° "gecodeerde persoonsgegevens" : de gegevens bedoeld in artikel 1, 3°, van het koninklijk besluit van 13 februari 2001 ter uitvoering van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

15° "anonieme gegevens" : de gegevens bedoeld in artikel 1, 5°, van het koninklijk besluit van 13 februari 2001 ter uitvoering van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;

16° "gevoelige gegevens" : de gegevens bedoeld in de artikelen 6 tot 8, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en in de artikelen 25 tot 27 van het koninklijk besluit van 13 februari 2001 ter uitvoering van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

**Art. 3.** Dit samenwerkingsakkoord is van toepassing op elke gegevensuitwisseling van authentieke gegevensbronnen, op elke uitwisseling van banken van gegevens van authentieke bronnen of uit externe authentieke bronnen binnen de perken van de bevoegdheden van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap.

*Afdeling 2. — Principes*

**Art. 4.** § 1. De omzetting van een bestaande databank tot een authentieke bron houdt in dat de gegevens die ze omvat, verspreid zullen worden aan andere openbare overheden en door hen opnieuw gebruikt voor andere doeleinden dan degenen die door de oorspronkelijke inzameling waren nagestreefd.

Die verspreidingen en het hergebruik van gegevens zijn latere verwerkingen met inachtneming van de wet van 8 december 1992 op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

§ 2. In het kader van dit samenwerkingsakkoord wordt een latere verwerking met historische, statistische of wetenschappelijke doeleinden geacht onverenigbaar te zijn wanneer ze uitgevoerd wordt overeenkomstig de voorwaarden bepaald in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 13 februari 2001 ter uitvoering van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waals Instituut voor Evaluatie, Prospectief Beleid en Statistiek) (IWEPS), ingesteld bij het decreet van 4 december 2003 is, als Waals Instituut voor Statistiek, de instelling waarop het statistische geheim van toepassing is. Dit geheim is ook van toepassing op elke andere openbare overheid met dezelfde doeleinden die in die zin door de Regering zou ingesteld zijn;

**Art. 5.** In de uitoefening van hun bevoegdheden leven de openbare overheden de eisen van de wet van 8 december 1992 op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en de uitvoeringsbesluiten ervan na en met name het principe van noodzaak, doelgerichtheid, wettigheid, evenredigheid, rechtmatigheid en van doorzichtigheid.

**Art. 6.** Openbare overheden die ertoe gemachtigd zijn om authentieke gegevens via de Kruispuntbank voor gegevensuitwisseling te raadplegen, kunnen die gegevens niet meer rechtstreeks verlangen van andere openbare overheden of van gebruikers.

Zodra een gegeven beschikbaar is via de Kruispuntbank voor gegevensuitwisseling zijn de openbare overheden verplicht om zich voor een dergelijk gebruik tot de Kruispuntbank te richten behalve uitzonderingen bepaald bij of krachtens een wet of een decreet.

De gegevens van authentieke bronnen die via de Kruispuntbank voor gegevensuitwisseling worden ontvangen, hebben bewijskracht behoudens tegenbewijs onafhankelijk van de drager waarmee de mededeling gebeurt.

De Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap mogen om technische of organisationele redenen en voor alle of sommige openbare overheden de toepassing van dit artikel opschorten voor een tijdelijke periode van hoogstens vijf jaar te rekenen van de aanduiding van de authentieke bron om de openbare overheden in staat te stellen daarop op werkelijke wijze in te loggen.

*HOOFDSTUK II. — Authentieke gegevensbronnen en banken van gegevens*

**Art. 7.** § 1. Bij decreet of, overeenkomstig een procedure die door de Regeringen in gezamenlijk overleg wordt bepaald, bij besluit van de Regering, worden de authentieke gegevensbronnen (die zullen worden gebruikt als referentiebronnen voor de gegevens die ze verwerken) aangewezen onder de gegevensbanken beheerd door de openbare overheden die de gegevens verzamelen en bijwerken.

Het aanwijzingsdecreet of -besluit vermeldt onder meer, voor elke authentieke bronnen :

- de identiteit van de beheerder van de authentieke bronnen belast met de verzameling en de opslag van de authentieke bronnen;
- de modaliteiten, naast de verplichtingen waartoe de beheerder van de authentieke bronnen krachtens de wet gehouden is, volgens welke de door hem opgenomen gegevens, worden bijgewerkt en toegankelijk gemaakt;
- de doelstelling(en) van de authentieke bronnen in verband met de verzameling van de gegevens die ze verwerkt;
- de lijst van de gegevens vervat in de authentieke bronnen.

Elk aanwijzingsbesluit van een authentieke bron wordt eerst onderworpen, voor advies, aan de Toezichtcommissie Wallonië-Brussel voor het gegevensverkeer.

De gegevens worden kosteloos ter beschikking gesteld van de openbare overheden.

§ 2. De gegevensbanken van authentieke bronnen, kunnen enkel bij decreet worden vastgesteld.

Het decreet vermeldt onder meer, voor elke bank van gegevens van authentieke bronnen :

- de identiteit van de beheerder van de bank van gegevens van authentieke bronnen, belast met de verzameling en de opslag van de authentieke bronnen;
- de modaliteiten, naast de verplichtingen waartoe de beheerder van de authentieke bron krachtens de wet gehouden is, volgens welke de door hem opgenomen gegevens, worden bijgewerkt en toegankelijk gemaakt;
- de doelstelling(en) van de bank van gegevens van authentieke bronnen in verband met de verzameling van de gegevens die voortvloeien uit de authentieke bronnen die ze verwerkt;
- de lijst van zowel de gegevens die uit de authentieke bronnen voortvloeien als de authentieke bronnen waaruit ze voortvloeien of van de banden tussen de gegevens die uit de authentieke bronnen voortvloeien.

Elk decreet tot vaststelling van een bank van gegevens van authentieke bronnen, wordt eerst onderworpen, voor advies, aan de Toezichtcommissie Wallonië-Brussel voor het gegevensverkeer.

De gegevens worden kosteloos ter beschikking gesteld van de openbare overheden.

**Art. 8.** § 1. De openbare overheden die gegevens kunnen raadplegen (die ter beschikking worden gesteld door een authentieke bron of een bank van gegevens van authentieke bronnen), kunnen deze gegevens niet meer rechtstreeks vragen aan de betrokken burgers, bedrijven of instellingen behalve als deze gegevens niet toegankelijk zijn wegens juridische of technische redenen.

§ 2. Wanneer ze inlichtingen rechtstreeks vragen aan burgers, bedrijven of instellingen, vermelden de openbare overheden bedoeld in paragraaf 1 bovendien het soort gegevens die ze raadplegen bij de authentieke bronnen of banken van gegevens van betrokken authentieke bronnen.

§ 3. Vooraf vullen ze de aan de burgers, bedrijven of instellingen gerichte aanvragen tot inlichtingen in met de gegevens verkregen bij de authentieke bronnen of banken van gegevens van authentieke bronnen. In dat geval vermelden ze de oorsprong van deze gegevens.

**Art. 9.** § 1. Naast de verplichtingen met betrekking tot de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens, voorziet elke beheerder van authentieke bronnen of van banken van gegevens van authentieke bronnen, eventueel in overleg met of via de Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens, in technische middelen om de betrokken personen de mogelijkheid te bieden om op elektronische wijze :

- hun persoonsgegevens, die in deze authentieke bron worden behouden, te raadplegen, indien deze gegevens elektronisch beschikbaar zijn;

- de rechtzetting van onnauwkeurige, onvolledige of onjuiste persoonsgegevens te vragen die hen betreffen;

- kennis te nemen van alle overheden, instellingen en personen die, gedurende de laatste zes maanden, hun persoonsgegevens hebben geraadpleegd of bijgewerkt, met uitzondering van de bestuurlijke en gerechtelijke overheden die belast zijn met de opsporing en bestraffing van misdrijven alsmede van de Veiligheid van de Staat en de Algemene Dienst inlichting en veiligheid van de Krijgsmacht.

§ 2. De Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap bepalen, in gezamenlijk overleg, de technische middelen die nodig zijn voor de aanwending van de rechten tot inzage en verbetering alsook de regeling waaraan de kennisneming bedoeld in paragraaf 1 wordt onderworpen.

De Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap kunnen, in gezamenlijk overleg, de toepassing van dit artikel op een authentieke bron schorsen voor een overgangperiode van hoogstens één jaar, te rekenen vanaf de aanwijzing van deze authentieke bron overeenkomstig artikel 7 van deze overeenkomst.

**Art. 10.** § 1. De beheerder van de authentieke bronnen of van de banken van gegevens van authentieke bronnen :

- behandelt de persoonsgegevens overeenkomstig de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens;

- zorgt voortdurend voor, onder andere, de kwaliteit van de gegevens alsook voor hun veiligheid, zowel op technisch vlak als op organisationeel vlak, die nodig zijn voor de naleving van de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens;

- werkt samen met de Toezichtcommissie Wallonië-Brussel voor het gegevensverkeer, door haar de nodige informatie te verstrekken voor de uitvoering van haar opdrachten en door haar de toegang te geven tot de dossiers en de systemen voor de verwerking van de informatie zodra de Toezichtcommissie Wallonië-Brussel voor het gegevensverkeer het verzoekt;

- houdt een historiek van de gegevens, voor zover dit noodzakelijk is ten opzichte van de vooropgestelde doelstellingen.

§ 2. Bij vaststelling door de bestemming van de gegevens van onnauwkeurige, onvolledige of onjuiste persoonsgegevens, dient hij dit onmiddellijk aan de beheerder van de authentieke bronnen te melden, of aan de beheerder van de bank van gegevens van authentieke bronnen, die daaraan gevolg moet geven.

De Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap bepalen, in gezamenlijk overleg, de modaliteiten in verband met deze mededeling en de verplichting om daaraan gevolg te geven.

### HOOFDSTUK III. — *Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens*

#### *Afdeling 1. — Algemene bepalingen en opdrachten*

**Art. 11.** § 1. Binnen eWBS en volgens de modaliteiten bepaald bij deze overeenkomst, wordt een Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens opgericht die de nodige autonomie geniet om zijn taken te vervullen.

Na instemming van de Regering van de Franse Gemeenschap en binnen het besluit houdende vaststelling van de organieke personeelsformatie van eWBS, bepaalt de Waalse Regering de personeelsformatie van de Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens met inachtneming van de in artikel 19 van deze overeenkomst vastgestelde organisatie.

§ 2. De Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens heeft als opdracht :

- 1) het uitwerken van een gemeenschappelijke strategie inzake het delen van gegevens in verband met de aangelegenheden gebonden aan de respectievelijke bevoegdheden van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest;

- 2) de bevordering en het bewaken van de homogeniteit en consistentie van het beleid met deze gemeenschappelijke strategie;

- 3) het begeleiden van de instellingen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap bij de uitvoering van deze gemeenschappelijke strategie;

- 4) het uitwerken van de nodige normen, standaarden en basisarchitectuur voor een efficiënte inzet van de informatie- en communicatietechnologie ter ondersteuning van deze strategie, en het opvolgen van de naleving ervan;

- 5) het uitwerken van projecten en diensten die potentieel alle openbare overheden overkoepelen en deze gemeenschappelijke strategie ondersteunen;

- 6) het voorzien in de uitwisseling van gegevens op basis van authentieke bronnen of van banken van gegevens van authentieke bronnen;

- 7) het beheren van de samenwerking met andere overheden inzake uitwisseling van gegevens.



De Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens, in het kader van deze opdracht :

a) hanteert technische middelen voor de communicatie van de informatie tussen haar en de authentieke bronnen, tussen haar en de banken van gegevens van authentieke bronnen, tussen haar en de openbare overheden en tussen haar en de bestemmingen;

b) neemt, in samenwerking met het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waal Instituut voor Evaluatie, Toekomstwetenschap en Statistiek), initiatieven inzake standardisatie van de gegevens en labeling van de authentieke bronnen van gegevens en van de banken van gegevens van authentieke bronnen;

c) houdt een referentiesysteem van de beschikbare gegevens en werkt een gids van de authentieke bronnen en van de banken van gegevens van authentieke bronnen bij, alsook van de gegevens die ze vervatte, alsook een register van de interconnecties waarin een kadaaster (die toegankelijk moet zijn voor de burger) wordt opgesteld van de inkomende en uitgaande authentieke bronnen en banken van gegevens van authentieke bronnen;

d) heeft een algemene ondersteunende opdracht bij de authentieke bronnen en bij de banken van gegevens van authentieke bronnen alsook bij hun uitvoering, met name de mogelijkheid om diensten te verlenen;

e) moet een register opstellen en bijwerken van de bronnen van gegevens die authentieke bronnen kunnen worden en kan daartoe de nodige middelen gebruiken;

f) zorgt voor de bevordering, de begeleiding en de coördinatie van authentieke bronnen van gegevens bij de openbare overheden;

g) aan de hand van een taakverdeling tussen alle betrokken partijen, duidelijke afspraken maken over :

- wie welke authenticaties, verificaties en controles verricht aan de hand van welke middelen en wie daarvoor de verantwoordelijkheid draagt;

- hoe tussen de betrokken partijen de resultaten van de verrichte authenticaties, verificaties en controles op een veilige wijze elektronisch worden bewaard en uitgewisseld;

- wie welke loggings bijhoudt;

- hoe ervoor wordt gezorgd dat bij onderzoek, op initiatief van een betrokken partij of van een controleorgaan of naar aanleiding van een klacht, volledig kan gereconstrueerd worden welke natuurlijke persoon welke dienst of transactie omtrent welke burger of onderneming wanneer heeft gebruikt, via welk kanaal en voor welke doeleinden;

h) overeenkomstig de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, een verwijzingsrepertorium beheren, waarin aangegeven wordt bij welke instanties welke types van gegevens worden bewaard over welke personen, ondernemingen of instellingen, of dat verwijst naar de gegevensbron waar die gegevens kunnen worden geraadpleegd, of dat per natuurlijke persoon of onderneming aangeeft welke soorten gegevens ter beschikking worden gesteld aan welke instanties of externe overheden voor welke periode, met vermelding van het doel waarvoor de instantie of externe overheid die gegevens nodig heeft, en een autorisatierepertorium beheren dat bepaalt wie onder welke voorwaarden toegang krijgt tot welke gegevens. Het verwijzings- en autorisatierepertorium kan pas geïmplementeerd worden na advies van de Toezichtcommissie Wallonië-Brussel voor het gegevensverkeer.

**Art. 12.** § 1. De beheerders van de authentieke bronnen van gegevens en van de banken van gegevens van authentieke bronnen laten de Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens toe om de gegevens van deze bronnen of banken na te kijken, te kopiëren en over te maken.

Ze plegen overleg met de Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens betreffende de verwezenlijking van de technische toegang tot deze gegevens.

§ 2. De openbare overheden gebruiken de Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens voor de toegang tot de authentieke bronnen van gegevens en tot de banken van gegevens van authentieke bronnen alsook tot de buiten authentieke bronnen van gegevens behalve deze toegang onmogelijk is wegens technische redenen, en behalve uitzonderingen bepaald bij of krachtens een wet of een decreet.

§ 3. Elke openbare overheid die toegang tot de authentieke bronnen van gegevens en tot de banken van gegevens van authentieke bronnen heeft, wijst binnen haar personeelsleden een adviseur inzake de informatieveiligheid en bescherming van de persoonlijke levenssfeer aan die eveneens de functie vervult van aangestelde voor de gegevensbescherming bedoeld in artikel 17bis van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Elke openbare overheid die toegang tot de authentieke bronnen van gegevens en tot de banken van gegevens van authentieke bronnen heeft, is verplicht :

1° bij naam de personen aan te wijzen die, omwille van hun bevoegdheden, gemachtigd zijn om toegang te hebben tot de persoonsgegevens of er mededeling van te bekomen en hen over te maken overeenkomstig artikel 16, § 2, van de wet van 8 december 1992 op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens; van deze organen of aangestelden moeten ze een lijst opstellen;

2° de personen die daadwerkelijk belast zijn met het verwerken van de identificatiegegevens een verklaring te laten ondertekenen waarin zij zich ertoe verbinden het vertrouwelijke karakter van de persoonsgegevens te bewaren.

**Art. 13.** In haar opdracht van dienstenintegrator kan de Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens, in overleg met de buiten authentieke bronnen van gegevens, een kopie maken van de gegevens die ze behandelt, met het oog op een latere doorgifte van die informatie en dit, met inachtneming van de volgende voorwaarden :

- ze wijzigt de informatie niet;

- ze werkt de informatie bij, overeenkomstig de regels bepaald bij de buiten authentieke bronnen van gegevens;

- ze handelt prompt om de door hem opgeslagen informatie te verwijderen of de toegang ertoe onmogelijk te maken, zodra hij er daadwerkelijk kennis van heeft dat de informatie verwijderd werd van de plaats waar zij zich oorspronkelijk in het net bevond, of dat de toegang ertoe onmogelijk werd gemaakt, of zodra een administratieve of gerechtelijke autoriteit heeft bevolen de informatie te verwijderen of de toegang ertoe onmogelijk te maken.

De Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens zal, in het kader van haar opdracht betreffende de integratie van diensten en binnen haar bevoegdheden, samenwerken met de andere dienstenintegrators, zowel op federaal vlak als op het vlak van de deelgebieden.

**Art. 14.** Wanneer de Toezichtcommissie Wallonië-Brussel voor het gegevensverkeer enkel een vergunning verleent voor de overmaking van geanonimiseerde of gecodeerde gegevens, zorgt de Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens voor de codificatie en/of de anonimisering van deze gegevens.

**Art. 15.** De Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens kan de openbare overheden bijkomende diensten verlenen, als de erkenning van gegevens van verschillende authentieke bronnen.

De Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens kan gegevens van authentieke bronnen herbergen voor de rekening van authentieke bronnen die, om materiële of technische redenen, hun gegevens niet kunnen herbergen of weergeven.

**Art. 16.** De Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens en het "Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waals Instituut voor Evaluatie, Toekomstwetenschap en Statistiek) of elke andere openbare overheid die door de Regering voor de statistische behandeling van de gegevens zou zijn opgericht, behandelt de persoonsgegevens met inachtneming van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. Daarvoor zorgt ze op elk ogenblik voor de veiligheid van deze gegevens en de overmaking ervan. Ze werkt samen met de Toezichtcommissie Wallonië-Brussel voor het gegevensverkeer, verstrekt haar de nodige informatie voor de uitvoering van haar opdrachten en geeft haar, op elk verzoek, toegang tot de dossiers en de systemen voor de behandeling van de informatie.

Bij de uitoefening van haar opdrachten, leven de Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens en het "Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waals Instituut voor Evaluatie, Toekomstwetenschap en Statistiek) of elke andere openbare overheid die door de Regering voor de statistische behandeling van de gegevens zou zijn opgericht, de voorschriften na van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

**Art. 17.** De Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens ontwikkelt, in overleg met de authentieke bronnen, technische middelen om de betrokken personen de mogelijkheid aan te bieden tot hun persoonsgegevens elektronische toegang te hebben, als deze gegevens elektronisch beschikbaar zijn, en tot de informatie betreffende de automatische behandelingen van deze gegevens.

De betrokken persoon heeft het recht kennis te nemen van alle openbare overheden die, gedurende de laatste zes maanden, zijn gegevens hebben geraadpleegd of bijgewerkt. Hij heeft toegang tot deze informatie via het kadaster van de inkomende en uitgaande authentieke bronnen dat de Kruispuntbank voor de Uitwisseling van Gegevens moet houden.

De betrokken personen kunnen deze gegevens wijzigen indien ze niet op nauwkeurige, volledige en juiste wijze worden opgenomen.

**Art. 18.** De kruispuntbank voor gegevensuitwisseling kan technische middelen ontwikkelen om informatie ter beschikking te stellen van het publiek die geen persoonsgegevens zijn.

De kruispuntbank voor gegevensuitwisseling kan partnerschappen sluiten met privé partners om de terbeschikkingstelling van deze informatie te vergemakkelijken.

#### *Afdeling 2. — Werking*

**Art. 19.** § 1. De kruispuntbank voor gegevensuitwisseling wordt als volgt georganiseerd :

- het geheel van de taken m.b.t. het beheer van de projecten (coördinatie, promotie en advies), de juridische begeleiding en de transversale diensten worden uitgevoerd door een organisationele pool opgericht binnen de "eWBS";
- de technische opdrachten, voornamelijk de ontwikkeling en exploitatie, worden door een informatica pool uitgevoerd.

§ 2. De informatica pool steunt, wat het Waalse Gewest betreft, op de diensten van de Waalse Regering belast met de bestuursinformatica en, voor de Franse Gemeenschap, op het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC).

De coördinatie tussen de twee polen bedoeld in § 1 wordt georganiseerd binnen een gecentraliseerde interface die samengesteld is uit vertegenwoordigers van beide polen.

§ 3. Een strategisch Comité kruispuntbank voor gegevensuitwisseling wordt opgericht.

Het comité wordt belast met de globale sturing van de kruispuntbank voor gegevensuitwisseling en o.a. met de bepaling of de validering van de ontwikkelingskansen van de kruispuntbank voor gegevensuitwisseling, de bepaling of de validering van de beleidslijnen op middellange of lange termijn, de evaluatie van de projecten voorgesteld door de organisationele pool, het bepalen of ze al dan niet in aanmerking komen rekening houdend met de verschillende te bepalen criteria (verwachte winsten, geraamde kosten, beschikbare begrotingskredieten, betrokkenheid van de actoren,...) en de bepaling van de prioriteiten onder de geselecteerde projecten.

De Regeringen van de partijen bepalen, in onderlinge overeenstemming, de samenstelling van dit strategisch Comité.

**Art. 20.** De veiligheidsadviseurs van eWBS en van de informatica pool vormen samen een veiligheidscomité voor de aspecten die betrekking hebben op de kruispuntbank voor gegevensuitwisseling.

Dit veiligheidscomité is belast met :

- 1° de verstrekking van adviezen van deskundigen inzake de beveiliging van de informatie en de sensibilisering terzake, met een bijzondere aandacht voor de beveiliging van de gegevens en van het netwerk;
- 2° een samenhangende benadering van de informatiebeveiliging tot stand te brengen;
- 3° de opdrachten die hem worden toevertrouwd inzake de informatiebeveiliging tot een goed einde te brengen.

**Art. 21.** De werking en de opdrachten van de kruispuntbank voor gegevensuitwisseling worden gedekt door de middelen ten laste van de begrotingen van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap, verdeeld, in onderlinge samenspraak tussen de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap.

De Regeringen organiseren ook, in onderlinge samenspraak, de verdeling van de middelen toegekend aan de kruispuntbank voor gegevensuitwisseling tussen de organisationele pool en de informatica pool.

HOOFDSTUK IV. — *De "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen*

**Art. 22.** § 1. Er wordt een "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen opgericht bij het Waals Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap, hierna "de Parlementen van de partijen" genoemd.

De "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen heeft als opdracht om te zorgen voor de naleving van de bepalingen van deze samenwerkingsovereenkomst betreffende de gegevensuitwisseling van authentieke gegevensbronnen en gegevensbanken van authentieke bronnen op een homogene wijze in het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap.

In dit opzicht is ze o.a. bevoegd voor :

- de overdrachten toelaten van authentieke gegevensbronnen van gegevens of gegevensbanken van authentieke bronnen, behalve als deze overdracht reeds onderworpen is aan een toestemming van een sectorcomité, opgericht binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;
- nagaan of de verdere behandeling van deze gegevens door potentiële bestemmingen rechtmatig is;
- als controleorgaan optreden voor de activiteiten betreffende het delen van gegevens gevoerd door de kruispuntbank voor gegevensuitwisseling.

§ 2. De "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen moet waarborgen van onafhankelijkheid en onpartijdigheid aanbieden t.o.v. de authentieke gegevensbronnen, de gegevensbanken van authentieke bronnen, de kruispuntbank voor gegevensuitwisseling, de entiteiten die klant zijn bij de authentieke gegevensbronnen en de gegevensbanken van authentieke bronnen, alsook de overheid in het algemeen.

Binnen de perken van hun bevoegdheden krijgen de voorzitter en de leden van de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen van niemand onderrichtingen. Zij kunnen niet van hun mandaat worden ontheven voor meningen die zij uiten of daden die zij stellen bij het vervullen van hun functie.

**Art. 23.** De toegang tot persoonsgegevens van een authentieke gegevensbron of een gegevensbank van authentieke bronnen vereist de voorafgaande toestemming van de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen.

Deze toestemming wordt aan een voorafgaand onderzoek onderworpen dat zelf wordt uitgevoerd op grond van de eisen vervat in de wet van 8 december 1992 op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en vermeld in artikel 4 van deze samenwerkingsovereenkomst.

De conformiteitscontrole van de gegevensoverdracht wordt uitgevoerd ten opzichte van de wet van 8 december 1992 op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, alsook deze samenwerkingsovereenkomst en haar uitvoeringsmaatregelen.

**Art. 24.** § 1. De "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen is een onafhankelijk orgaan samengesteld uit zes gewone leden en zes plaatsvervangende leden die gezamenlijk door de Parlementen van de partijen worden aangewezen voor een eenmalige hernieuwbare periode van zes jaar na een openbare oproep tot de kandidaten en een selectieprocedure bepaald door een specifiek reglement opgesteld door de Parlementen van de partijen en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Na overleg met de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wijzen de Parlementen van de partijen onder de gewone en plaatsvervangende leden van de Franse taalrol van deze commissie, drie leden aan van de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen, alsook een plaatsvervanger voor elk lid.

De drie andere leden van de toezichtcommissie, waaronder de voorzitter, zijn respectievelijk een jurist of een magistraat, een informaticus en een persoon die beroepservaring kan voorleggen in het beheer van persoonsgegevens. Ze worden aangewezen door de Parlementen van de partijen die voor elk lid een plaatsvervanger benoemen.

Om tot vast dan wel plaatsvervangend lid van de Commissie te worden aangewezen en het te blijven, moeten de kandidaten aan de volgende voorwaarden voldoen :

- Belg zijn;
- de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- geen lid zijn van het Parlement;
- geen lid zijn van de Regering;
- alle waarborgen bieden met het oog op een onafhankelijke uitoefening van hun opdracht alsmede volkomen deskundig zijn op dat vlak;
- geen beheerder zijn van een authentieke gegevensbron of van een gegevensbank van authentieke bronnen;
- geen lid zijn van de kruispuntbank voor gegevensuitwisseling zelf, van de federale kruispuntbank of van een andere dienstenintegrator;
- geen lid zijn van het beheerderscomité bedoeld in artikel 30 van deze samenwerkingsovereenkomst.

De plaatsvervangende leden vervangen de gewone leden bij verhindering of afwezigheid van laatstgenoemden.

§ 2. Binnen de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen kunnen de Parlementen van de partijen kamers oprichten voor specifieke materies.

§ 3. Het secretariaat van de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen wordt door de kruispuntbank voor gegevensuitwisseling waargenomen.

Het secretariaat wordt onder het gezag en de leiding van de voorzitter van de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen geplaatst.

De plaatsvervangende voorzitter en de gewone of plaatsvervangende leden hebben recht op presentiegelden waarvan het bedrag door het Parlement van de partijen wordt bepaald. Dit bedrag wordt aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

De voorzitter heeft recht op anderhalve keer het bedrag van de presentiegelden.

Elk lid heeft recht op vergoedingen voor reis- en verblijfkosten overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering voor de graden van categorie A.

**Art. 25. § 1.** Binnen de maand van haar installatie moet de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen haar huishoudelijk reglement opstellen. Het wordt medegedeeld aan de Parlementen van de partijen.

Het huishoudelijk reglement bepaalt o.a. de regels inzake de voorbereiding van de voorgedragen dossiers alsook de toe te passen regels in geval van een vraag om dringend advies.

De "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen kan alleen maar op geldige wijze beraadslagen wanneer ten minste de meerderheid van haar leden aanwezig is. Zij beslist bij volstreekte meerderheid. Bij staking van de stemmen is de stem van de voorzitter of bij diens afwezigheid, van zijn plaatsvervanger doorslaggevend.

§ 2. De "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen brengt, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van de Regeringen of de Parlementen van de partijen, een advies uit over de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in het kader van deze overeenkomst en haar uitvoeringsbepalingen.

De "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen moet voor advies worden geraadpleegd vooraleer de authentieke bronnen aan te wijzen of de daaruit ontstane gegevensbanken, bedoeld onder artikel 7 van dit akkoord, evenals voor ieder decreet of arrest houdende de materies bedoeld in dit akkoord.

De "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen brengt haar advies uit binnen zestig dagen te rekenen van het tijdstip waarop de adviesaanvraag volledig is.

§ 3. De "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen geeft, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van de Regeringen of de Parlementen van de partijen, aanbevelingen omtrent iedere aangelegenheid die betrekking heeft op de toepassing van de grondbeginselen van de persoonlijke levenssfeer in het kader van deze overeenkomst en haar uitvoeringsbesluiten.

§ 4. Binnen zestig dagen na ontvangst van de volledige aanvraag verleent de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen machtigingen voor elke behandeling van persoonsgegevens die door een authentieke gewestelijke of gemeenschapsbron ter beschikking wordt gesteld.

Tijdens het onderzoek van een dergelijke aanvraag baseert de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen zich op de eisen vervat in de wet van 8 december 1992 op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Om ontvankelijk te zijn bij de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen moet de machtigingsaanvraag alle nodige gegevens voor een degelijk onderzoek bevatten.

De Commissie is ertoe gemachtigd om een machtiging op te schorten of in te trekken in het geval waarin de voorwaarden voor de tenuitvoerlegging van de overdracht niet worden nageleefd door de beheerder van de authentieke bron of van de gegevensbank van authentieke bronnen, of de bestemming.

De Regeringen bepalen gezamenlijk en, na advies van de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen, de toepassingsvoorwaarden van deze intrekingsbevoegdheid.

§ 5. De adviezen, aanbevelingen en machtigingen van de Commissie worden gemotiveerd.

§ 6. De voorzitter van de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen leidt en coördineert het overleg en de samenwerking met de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Hij zorgt voor de verenigbaarheid van de aanbevelingen, de adviezen en de beslissingen van de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen en de ontwerpen van decreet of besluit die hem worden voorgelegd, met de privacywet.

De voorzitter kan aan de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen vragen om een advies, een aanbeveling of een beslissing uit te stellen en het dossier aan het voorafgaand advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer voor te leggen.

De "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen is ertoe verplicht om een advies uit te stellen op gewoon verzoek van een betrokkene.

In dit geval wordt de bespreking van het dossier binnen de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen opgeschort en wordt het dossier onverwijld aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer meegedeeld.

Indien de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer geen advies uitbrengt binnen een termijn van dertig kalenderdagen na ontvangst van het dossier, brengt de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen haar advies of haar aanbeveling uit, of neemt ze haar beslissing zonder het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer af te wachten.

Het standpunt van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer wordt uitdrukkelijk in het advies, de aanbeveling of de beslissing van de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen opgenomen. In voorkomend geval, geeft de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen een uitdrukkelijke motivering van de redenen waarom ze het standpunt van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer geheel of gedeeltelijk niet volgt.

§ 7. De "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen houdt een register bij van de toegekende machtigingen, alsook van de adviezen of aanbevelingen en van de schorsingen en intrekking van machtiging. Dit register staat ter inzage van het publiek volgens de modaliteiten bepaald door de Regeringen.

**Art. 26.** De Commissie is bevoegd om klachten in ontvangst te nemen van elke persoon die haar identiteit en belang kan bewijzen, ten opzichte van een overheid die de machtiging bedoeld in artikel 25, § 4, van deze samenwerkingsovereenkomst verkeerd zou hebben uitgevoerd, onverminderd de toepassing van de wet van 8 december 1992 op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

De procedure wordt door het huishoudelijk reglement geregeld. Dit voorziet in de uitoefening van een recht van verdediging.

**Art. 27.** In het kader van haar functies beschikt de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen over een onderzoeksbevoegdheid, de overheden moeten haar dan ook elk informatie verstrekken en de nodige toegangen verschaffen telkens als zij erom vraagt.

**Art. 28.** De "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen legt de Parlementen van de partijen een jaarlijks verslag voor over haar activiteiten van het vorig jaar.

**Art. 29.** De middelen die noodzakelijk zijn voor de werking van de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen vallen ten laste van de begrotingen van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap.

Ze worden verdeeld in onderlinge samenspraak tussen de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK V. — *Het beheerderscomité*

**Art. 30.** Er wordt een beheerderscomité voor het delen van de gegevens opgericht.

Het bestaat uit minstens één vertegenwoordiger van elke pool van de kruispuntbank voor gegevensuitwisseling en een vertegenwoordiger van de verschillende authentieke bronnen of gegevensbank van authentieke bronnen.

Andere vertegenwoordigers van de overheid kunnen ook betrokken worden bij de werkzaamheden van het beheerderscomité.

**Art. 31.** Het voorzitterschap en het secretariaat van het beheerderscomité worden waargenomen door de kruispuntbank voor gegevensuitwisseling.

**Art. 32.** Het beheerderscomité wordt minstens jaarlijks bijeengeroepen op initiatief van het voorzitterschap of telkens wanneer één van de leden van het comité daarom verzoekt.

**Art. 33.** Het beheerderscomité brengt aan de kruispuntbank voor gegevensuitwisseling advies uit over :

1) de mogelijke ontsluiting via de kruispuntbank voor gegevensuitwisseling van authentieke bronnen of gegevensbanken van authentieke bronnen;

2) de mogelijke aanpassing van authentieke bronnen of gegevensbanken van authentieke bronnen zodat, voor zover mogelijk, enkel authentieke gegevens worden ontsloten;

3. het gebruik van verwijzingen naar het authentiek gegeven in de authentieke bron wat gegevens betreft die geheel of gedeeltelijk overlappen met een authentiek gegeven in een authentieke bron;

4) de verdeling van aansprakelijkheid tussen de kruispuntbank voor gegevensuitwisseling, de authentieke bronnen of de gegevensbanken van authentieke bronnen rekening houdend met de bevoegdheden die hen door deze overeenkomst zijn toegewezen.

Het beheerderscomité beraadslaagt over initiatieven ter bevordering en ter bestendiging van de samenwerking inzake het delen van gegevens, en over initiatieven die kunnen bijdragen tot een rechtmatige en vertrouwelijke behandeling van de gegevens.

Het beheerderscomité verstrekt tevens adviezen of formuleert aanbevelingen inzake informatisering of aanverwante problemen.

**Art. 34.** Het gebruikerscomité kan in zijn schoot werkgroepen oprichten waaraan het bijzondere taken toevertrouwt.

#### HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

**Art. 35.** De Regeringen zullen deze overeenkomst en haar uitvoeringsmaatregelen regelmatig beoordelen en, voor de eerste keer, drie jaar na haar inwerkingtreding.

Het beoordelingsverslag wordt aan de Parlementen van de partijen overgemaakt.

**Art. 36.** De opdrachten van de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen of van één of meerdere specifieke kamers van deze commissie kunnen worden overgedragen, in uitvoering van een samenwerkingsovereenkomst gesloten tussen de federale overheid, de Gemeenschappen en de Gewesten, aan een gemeenschappelijk sectorcomité zoals bedoeld in artikel 31bis van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, opgericht binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De Regeringen van de partijen bepalen op welk tijdstip de taken en bevoegdheden van de "Commission Wallonie-Bruxelles" voor het toezicht op de gegevensuitwisselingen of van één of meerdere specifieke kamers van deze commissie worden overgedragen aan het gemeenschappelijk sectorcomité bedoeld in het eerste lid.

**Art. 37.** de geschillen tussen de partijen die deze overeenkomst hebben ondertekend, worden gezamenlijk beslecht door de Regeringen.

**Art. 38.** Deze overeenkomst wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 januari van het jaar volgend op de laatste instemming met deze samenwerkingsovereenkomst.

Namen, 23 mei 2013.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,  
R. DEMOTTE